l* |a|gence|a|ctions|t|erritoires

Commune de Rustiques (11)

PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)

	Prescription	Arrêt	Publication	Approbation
Elaboration PLU	18 juin 2010	24 octobre 2011	21 février 2012	29 mai 2012
1ère révision	27 juillet 2017	07 mars 2022	05 septembre 2022	23 janvier 2023

approbation

7.3 - Textes liés aux servitudes d'utilité publique

l* |a|gence|a|ctions|t|erritoires
33 rue des Avants-Monts - 34 080 Montpellier
lagence-at@lagence-at.com - tel : 04 48 78 20 90



A. I4 - SERVITUDE AU VOISINAGE D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE OU SOUTERRAINE

Réseau de transport d'électricité

Diffusion SUEDT/UPPP : M. PALCATI

VOS REF. :

NOS REF. : LE-ING-TESO-GIMR-PSEC-10

INTERLOCUTEUR : Mr S. RAYNAUD
TEL. : 05.61.31.49.90
FAX : 05.61.31.44.91

DDTM de l'Aude
SUEDT / Unité Politiques Publiques Planification
A l'attention de Mr PALCATI
105 Boulevard Barbès
BP 1349
11838 CARCASSONNE Cedex 9

OBJET : Porter à connaissance
COMMUNE DE RUSTIQUES

Toulouse, le 2/09/2010

Monsieur

Vous nous avez informé par courrier que la commune de RUSTIQUES a prescrit, par délibération du Conseil Municipal, la révision de son PLU.

A ce titre, nous vous signalons que nous exploitons sur le territoire de cette commune, des ouvrages d'énergie électrique Haute Tension indice B (≥ 50kV).

Nous vous demandons d'inscrire nos lignes sur le plan de servitudes de cette commune ainsi que dans le tableau des servitudes. A cet effet, nous vous transmettons un extrait de carte à l'échelle 1/25000ème représentant leur tracé avec votre plan des servitudes contrôlé.

Egalement, pour préserver l'avenir, nous vous demandons de bien vouloir stipuler dans le règlement d'urbanisme dans les « Dispositions générales » ou dans les « Dispositions applicables à chaque zone » qu' « en cas de construction d'ouvrages d'alimentation en énergie électrique, ceux-ci seront conformes aux dispositions d'une part, des règlements d'administration publique, pris en application de l'article 18 de la loi du 15 juin 1906, d'autre part, des arrêtés interministériels pris en application de l'article 19 de cette même loi, à l'exclusion de toute autre limitation instituée par le document d'urbanisme dans chacune des zones appelées à être traversée. »

Nous vous saurions gré de bien vouloir continuer à nous consulter pour chacune des différentes phases de réalisation ou d'évolution du PLU de cette commune.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

P-J : 1 plan au 1/25000

Groupe Ingénierie Maintenance Réseau
Adjoint au Directeur

Signé : F.RANCOULE

RTE EDF Transport SA
TRANSPORT ELECTRICITE SUD-OUEST – Groupe Ingénierie Maintenance Réseaux
34 Avenue Henri Barbusse BP 52630
31026 TOULOUSE Cedex
CODE SIRET EDF : 444 619 258 01443 - CODE APE : 401 E

xxxxx

Réseau de transport d'électricité

Plan Local d'urbanisme commune de RUSTIQUES

Légende

RESEAU

Tension des ouvrages

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | 45kV | <45kV

ligne aérienne (LA)

ligne souterraine (LS)

ligne à double terne

Poste

LIMITES ADMINISTRATIVES

Limite de commune

GAUDIERE - MOREAU 2

GAUDIERE - MOREAU 1

D 235

D 206

D 906

CROZES - CAPENDU - MOREAU

la Vigne
les Cabanettes
Sept Serous
Chap.
Soulades
Canet Ouest
Rouire
Canet Est
Pech Agut
Rvoir
Croix des Évangiles
Éol.
Canet
Ruisseau
Stèle
Rouire Ouest
Mayronne
les Pontils
les Combes
Rec
Pissaire
le Moulin à Vent
les Garennes
Pech Guiraud
St-Jean
Pts
Cordes
Fontaines
Rustiques
Éc.
Chât.
Mus.
la Commanderie
St. épur.
la Rouquette
Capitelle
les Devès
le Chemin de Millegrand
la Gravette
la Grave
Goudout
Candèze
Gué
Minervoise
Panouille
les Condomines
Ste-E
Mayral
Ruisseau
Pèg
égraphe
ur télécomm.
égraphe mé
ce Noble

PLU : Plan Local d'Urbanisme
Commun de Rustiques
Date : 25 / 08/ 10
Echelle : 1 / 25000°
Fond de carte IGN SCAN25
Droit de reproduction convention IGN n°9980

B. PM1 - PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUDE

Arrêté préfectoral n° 2013338-0018 portant approbation du plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) de la moyenne vallée de l'Aude sur la commune de Rustiques,
sur la zone inondable du bassin du fleuve Aude et ses affluents

LE PREFET DE L'AUDE
Chevalier de l'Ordre National du mérite,

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant sur l'engagement national pour l'environnement

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles

VU l'arrêté préfectoral n°2011080-0004 du 28 mars 2011 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation de la moyenne vallée de l'Aude sur les communes de AIGUES-VIVES, BADENS, BARBAIRA, BLOMAC, CAPENDU, DOUZENS, FLOURE, FONTIES D'AUDE, LAURE-MINERVOIS, MARSEILLETTE, PUICHERIC, RIEUX MINERVOIS, ROQUECOURBE MINERVOIS, RUSTIQUES, SAINT COUAT D'AUDE , SAINT FRICHOUX sur la zone inondable du bassin du fleuve Aude et ses affluents

VU l'arrêté préfectoral n° 2013172-0005 du 11 juillet 2013 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au plan de prévention des risques d'inondation de la moyenne vallée de l'Aude sur la commune de Rustiques

VU le rapport de la commission d'enquête en date du 24 octobre 2013

VU l'avis tacite réputé favorable du conseil municipal de la commune de Rustiques

VU l'avis tacite réputé favorable du Centre National de la Propriété Forestière

VU l'avis tacite réputé favorable de la Chambre d'Agriculture de l'Aude

VU l'avis tacite réputé favorable de la Communauté d'agglomération Carcassonne Agglo

VU l'avis tacite réputé favorable de la Communauté de Communes du Piémont d'Alaric

VU l'avis tacite réputé favorable du Conseil Régional du Languedoc Roussillon

VU l'avis favorable du Conseil Général de l'Aude

VU l'avis tacite réputé favorable du Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières

VU l'avis tacite réputé favorable du Syndicat mixte des Balcons de l'Aude

VU le rapport du Directeur départemental des territoires et de la mer tirant le bilan de la concertation en date du 08 novembre 2013

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :
Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) de la moyenne vallée de l'Aude sur la commune de Rustiques

ARTICLE 2 :
Le dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un règlement
- des documents graphiques
- des annexes

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la mairie de Rustiques
- de la Communauté d'Agglomération de Carcassonne Agglo
- de la Direction Départementales des Territoires et de la Mer, 105 bd Barbès à Carcassonne

ARTICLE 3 :
Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Rustiques
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Carcassonne Agglo
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
- Monsieur le Directeur Général de la Prévention des Risques du Ministère en charge de l'écologie et du développement durable

ARTICLE 4 :
Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Rustiques et dans les locaux de la Communauté d'Agglomération de Carcassonne Agglo, pendant un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans un journal d'annonces légales.

ARTICLE 5 :
Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.
Le délai de recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier est de deux mois à compter de la publication dudit arrêté au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6 :
Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le maire de la commune de Rustiques, le Président de la Communauté d'Agglomération de Carcassonne Agglo sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CARCASSONNE, le 24 DEC. 2019

Le Préfet

Louis LE FRANC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUDE

Règlement type du Plan de Prévention des Risques d'inondation

Moyenne Vallée de l'Aude

DOCUMENT APPROUVE

Annexé à l'arrêté préfectoral

N° : 2013338- 0018

En date du : 24 décembre 2013

Sommaire

Dispositions générales p. 3

Titre I - Règles liées à l'utilisation des sols : p. 6

Dispositions communes à toutes les zones p. 6
Zone Ri1 p. 9
Zone Ri2 p. 16
Zone Ri3 p. 22
Zone Ri4 p. 27
Zone Ri4p p. 28
Zone RI d p. 29
Zone blanche p. 30

Titre II - Règles de construction p. 31

Titre III – Règles concernant la réduction de la vulnérabilité p. 32

Lexique p. 38

Accompagnement financier possible p. 43

Conséquences attachées au non respect du PPR p. 44

Fiche d'aide à l'auto diagnostic de vulnérabilité d'une habitation p.46

DISPOSITIONS GENERALES

1-Effets du PPR

En application de l'article L.562-1 du code de l'Environnement le PPRi vise, à interdire les implantations humaines (habitations, établissements publics, activités économiques) dans les zones les plus exposées où la sécurité des personnes ne pourrait être garantie, et à les limiter dans les autres zones inondables.
Le PPRi veille également à préserver les capacités d'écoulement des cours d'eau et les champs d'expansion de crue pour ne pas augmenter le risque.

Il prévoit, à travers son règlement, d'une part des dispositions pour les projets nouveaux et d'autre part des mesures de réduction de la vulnérabilité, dites de mitigation, sur le bâti existant.

L'objet du PPRi est d'assurer la sécurité des personnes et des biens en tenant compte du risque d'inondation dans le développement urbain de la commune.

Ainsi, son élaboration vise à répondre à trois objectifs fondamentaux :

- la préservation des vies humaines,
- la réduction du coût des dommages sur les biens et activités implantés en zone inondable,
- la préservation de l'équilibre des milieux naturels, en maintenant leur capacité d'expansion et le libre écoulement des eaux,

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L562-4 du code de l'Environnement). Il doit être annexé au document d'urbanisme conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Dès lors, le règlement du P.P.R. est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires. Au delà, il appartient ensuite aux communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunale compétents de prendre en compte ses dispositions pour les intégrer dans leurs politiques d'aménagement du territoire.

Le non respect de ses dispositions peut se traduire par des sanctions au titre du code de l'urbanisme, du code pénal ou du code des assurances. Par ailleurs, les assurances ne sont pas tenues d'indemniser ou d'assurer les biens construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur lors de leur mise en place. Se reporter au paragraphe II de la page 45.

Le règlement du PPR s'impose :

· **aux projets,** assimilés par l'article L 562-1 du code de l'environnement, aux "constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles " susceptibles d'être réalisés,

· **aux mesures de prévention, de protection et de sauvegarde** qui doivent être prises par les collectivités publiques ou les particuliers,

· **aux biens existants** à la date de l'approbation du plan qui peuvent faire l'objet de mesures obligatoires relatives à leur utilisation ou aménagement.

2 - Principes généraux de délimitation du zonage réglementaire

Le présent document est décliné selon trois parties :

- **Le titre I** concerne les dispositions particulières liées à l'utilisation du sol .
Il comprend :

- Les dispositions communes à toutes les zones (inondables et hydrogéomorphologiques potentiellement inondables) qui complètent les dispositions spécifiques à chaque zone. Elles traitent en particulier des règles relatives aux clôtures, exhaussements, affouillements, stockage, épandage de matériaux, arrimage des cuves, travaux d'infrastructures, etc…es

- Les règlements de chacune des zones suivantes :

La zone RI 1 relative aux **secteurs urbanisés** soumis à un **aléa fort,** (niveau de submersion supérieur ou égal à 0,50 m)

La zone RI 2 relative aux **secteurs urbanisés** soumis à un **aléa modéré,** (niveau de submersion inférieur à 0,50 m).

La zone RI 3 relative aux **secteurs non ou peu urbanisés** en zone inondable, (enveloppe hydrogéomorphologique) dans le champ d'expansion des crues.

La zone RI 4 relative aux **secteurs urbanisés ou urbanisables** situés dans la zone **hydrogéomorphologique potentiellement inondable,**

La zone RI 4p (ruissellement) relative à des zones soumises à un aléa lié au ruissellement pluvial.

La zone Ri d relative **aux secteurs** situés derrière **les digues de protection.**

La zone blanche considérée comme non inondable au regard de l'état actuel de la connaissance.

Pour chacune de ces zones, le règlement précise :

1 - les interdictions générales propres à la zone
2 - les occupations et utilisation des sols admises sous réserve de prescriptions.

- **Le titre II** concerne les règles de construction qui s'appliquent à l'ensemble des zones inondables et hydrogéomorphologiques potentiellement inondables.

- **Le titre III** identifie les mesures rendues obligatoires pour **les biens existants** dans l'ensemble des zones inondables. Il s'agit, d'une part, **des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde** qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leur compétence, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers et d'autre part des **mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés, existants** à la date d'approbation du PPR.

En dernière partie, **un lexique** définit les termes utilisés dans le présent règlement.

3- Définition de la cote de référence

Les informations nécessaires à l'instruction sont obtenues à partir :

- Du niveau de la crue de référence à prendre en compte, donné par les laisses de crues historiques ou/et par le modèle hydraulique et par l'analyse hydrogéomorphologique.

- Quelle que soit la nature de l'aléa, la hauteur d'eau affectant une parcelle est établie par différence entre la cote du terrain naturel et la cote de crue, (ces cotes étant exprimées en m NGF).

Le service en charge d'établir le risque dispose d'un état initial de la topographie. Cependant, la fourniture d'une topographie terrestre plus récente rattachée au NGF et établie dans les règles de l'art, sera prise en compte, sous réserve que des adaptations illégales du sol n'aient pas précédé le relevé.
En raison de ces dispositions, il faut donc considérer qu'il y a prééminence du règlement sur le zonage réglementaire des documents graphiques.

4 - Mise en oeuvre de la réglementation

Pour mettre en œuvre correctement la réglementation, il faut s'appuyer sur la partie lexicale.

Une attention particulière sera portée à la notion d'altitude du terrain naturel, qui conditionne en partie le niveau d'aléa et après croisement avec les enjeux, la classification du zonage.

Il convient de prendre en compte les adaptations du sol nécessaires au projet, mais ces modifications ne peuvent avoir pour unique objet de diminuer le niveau d'aléa sans prise en compte des parcelles riveraines.

La rubrique clôtures, exhaussements et affouillements du titre I - dispositions communes à toutes les zones- définit les conditions de mise en œuvre de ces adaptations éventuelles du sol.

Lorsque le règlement ne répond pas directement et explicitement au problème rencontré et qu'il convient ainsi d'interpréter les dispositions du présent document, la consultation du représentant de l'État est requise.

Il faut rappeler également qu'en zone inondable sont soumises à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.2.0 de l'arrêté du 13/02/02), les remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :

- Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m^2 (autorisation)
- Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m^2 et inférieure à 10 000 m^2 (déclaration)

Les dispositions du SDAGE (Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux) approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin, le 20 novembre 2009, s'appliquent également afin de limiter les impacts des remblais en zone inondable sur l'écoulement des crues, en terme de ligne d'eau et en terme de débit.

5 - Sanctions pénales en cas de non respect des dispositions du PPRi

Se reporter au titre « Conséquences attachées au non respect du PPR », paragraphe II des annexes.

Titre I

Règles liées à l'utilisation du sol

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

PRL	parc résidentiel de loisirs
T.N.	terrain naturel

POUR RAPPEL

Le présent règlement prend en compte le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 portant application de l'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme.

La notion de : « surface de plancher » remplace les notions de : surface hors œuvre brute (SHOB) et surface hors œuvre nette (SHON). La définition de la « surface de plancher » est reprise dans le lexique (page)

Dispositions communes à toutes les zones

Les règles ci-après s'appliquent à l'ensemble des zones inondables, des zones dites hydrogéomorphologiques potentiellement inondables et au RI 4p. Elles concernent les travaux divers liés ou non à des constructions existantes ou à créer en complément des dispositions particulières explicitées au titre I.

Article I - SONT INTERDITS :

- **tous les exhaussements et affouillements des sols non visés au titre I à l'article II du présent titre**.
- la **construction de digues qui n'ont pas pour objet la protection des lieux habités,**
- les **stockages de plus de 10 m³ de flottants** susceptibles de se révéler dangereux s'ils sont mobilisés par une crue tels que rondins et billes de bois, produits de scierie, etc...,
- l'installation de **cuves non enterrées** autres que celles visées à l'article II,
- les **stockages et dépôts** autres que ceux visés à l'article II **de produits ou matériaux** susceptibles de se révéler dangereux pour la sécurité et pour la santé des personnes ou pour la pérennité des biens,
- la **création de décharges** quelle que soit la nature des matériaux, déchets ou produits concernés,
- les **plantations d'arbres** à racines traçantes sur les digues et berges,
- les **plantations d'arbres** en alignement espacés de moins de 5 m (sauf si l'alignement est parallèle au sens de l'écoulement principal ou fait un angle inférieur ou égal à 20° avec celui-ci).
- Tout travaux sur des constructions sur pilotis visant à réduire la transparence hydraulique,
- toute occupation du sol dans une bande de 7 m à partir de la crête des berges des cours d'eau ou d'un fossé d'écoulement présentant un bassin versant d'une superficie supérieure à 1km². La bande d'occupation pourra être réduite à 3m à partir de la crête des berges si le pétitionnaire prouve que le bassin versant est inférieur à 1km².

Article II - SONT AUTORISÉS

II.1 - Clôtures, exhaussements, affouillements, piscines

a - clôtures :

sous réserve que leur perméabilité (pourcentage de vide) soit supérieure à 80% (mur bahut éventuel limité à 0,20 m de hauteur), à l'exception des zones RI4 et RI4p.

b - exhaussements directement liés à la construction des bâtiments à savoir :

. liaisons des planchers avec le terrain naturel (remblais en talus uniquement),
. établissement des accès aux bâtiments et passage des réseaux,
. création d'une éventuelle zone de refuge

c - affouillements aux abords des constructions :

affouillement pour construction d'une **piscine**, sous réserve qu'elle soit calée au niveau du terrain naturel et qu'un balisage permettant d'en visualiser l'emprise soit mis en place

d – les extractions de matériaux de carrières, en dehors du lit mineur du cours d'eau, qui ont pour vocation première la production de ces matériaux en vue de leur utilisation

e - <u>exhaussements hors zone urbanisée en secteur Ri3 :</u>

Exclusivement les exhaussements liés à des opérations répondant aux prescriptions de l'article Ri3

II.2 - <u>Pour les travaux d'infrastructures</u>

sont autorisés :

- les travaux de **construction, de modification (ou de réaménagement) d'infrastructures** quelle que soit la nature de l'aléa dans la mesure où il est démontré qu'ils **n'engendreront pas une modification de la ligne d'eau de plus de 5 cm** pour la crue de référence par rapport à la situation initiale et s'ils ne sont pas de nature à engendrer des érosions ou dégradations par augmentation des champs de vitesse.

- **tous les exhaussements et affouillements liés à la réalisation ou (et) au confortement d'ouvrages ayant pour objet la protection des lieux habités quelle que soit la nature de l'aléa (pluvial ou fluvial)**.

- **Sont autorisés avec les mêmes réserves que précédemment les travaux de gestion de l'érosion quelle que soit la nature de l'aléa (fluvial ou pluvial).**

II.3 - <u>Pour les stockages et épandages de matériaux et pratiques diverses</u>

sont autorisés :

- **les épandages de boues ou de compost à base de boues de stations ainsi que les dispositifs de stockage ou/et de fabrication de ces boues ou compost**, dans la mesure où ils satisfont aux dispositions et règles édictées dans le cadre des procédures dont ils relèvent (notamment autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau ou des installations classées).

- **les cuves de stockage enterrées** sous réserve qu'elles soient solidement arrimées à des massifs béton ancrés dans le sol évitant tout risque de flottaison.

- **les cuves de stockage non enterrées** solidement arrimées à un massif en béton ancré dans le sol et dont la surface sera située au minimum **0,60 m** au-dessus du niveau de la crue de référence et **uniquement dans les secteurs suivants** :
  - zones Ri2 et Ri4,
  - zones Ri3 au voisinage immédiat d'une construction existante ou dans une zone d'activité existante ;

- **les stockages de matériaux ou produits polluants dont l'étude d'impact devra démontrer qu'ils ne constituent pas de risque significatif pour la sécurité et la santé des personnes en cas d'entraînement ou de dilution par une crue.**

Sont autorisés : uniquement dans les secteurs suivants et sous réserve que le niveau de stockage soit situé au moins **0,60 m** au-dessus du niveau de référence :

- zones Ri2, Ri4 et Ri 4p,
- zones Ri3 au voisinage immédiat d'une construction existante, ou dans une zone d'activité existante.

- **les dépôts provisoires de matériaux inertes pour une durée maximale de 2 ans dont l'étude d'impact devra démontrer qu'ils ne constituent pas de risque significatif pour la sécurité et la santé des personnes en cas d'entraînement ou de dilution par une crue.**
- **les dépôts définitifs sous réserve qu'ils soient réalisés à la date d'approbation du présent PPRi ou mis hors d'eau.**

Zone Ri1

Le règlement de la présente zone concerne les **secteurs urbanisés** soumis à un **aléa fort** (hauteur d'eau supérieure ou égale à 0,50m).

On distingue **5 catégories** de constructions ou (et) d'équipements à savoir :

catégorie 1	les constructions à usage **d'habitation et autres** que celles visées ci-après
catégorie 2	les constructions à usage **agricole**
catégorie 3	les **constructions et installations à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire**
catégorie 4	les **campings, parcs résidentiels de loisir**
catégorie 5	les constructions, équipements et installations **d'intérêt général ayant une fonction collective y compris les constructions à caractère vulnérable.**

Article I : SONT INTERDITS :

- toute construction, occupation et aménagement du sol nouveaux **susceptibles de perturber l'écoulement ou d'aggraver le risque,**
- toutes les constructions nouvelles à l'exception de celles admises à l'article II,
- les reconstructions de bâtiments, remblai, aires de stockage ou de stationnement dont tout ou partie du gros-œuvre a été endommagé par une crue,
- les extensions et aménagements visant à augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable,
- les changements de destination visant à la création d'hébergements collectifs
- les changements de destination ayant pour conséquence une augmentation de la vulnérabilité
- la création et l'extension des sous-sols,
- les stockages nouveaux de véhicules,
- les créations de campings et parcs résidentiels de loisirs,
- les extensions de périmètre ou l'augmentation du nombre d'emplacements des campings et parcs résidentiels de loisirs existants.
- Les ouvertures en dessous de la crue de référence qui ne sont pas strictement nécessaires aux accès des bâtiments.
- Les installations photovoltaïques au sol.

Article II : SONT AUTORISEES :

Pour les bâtiments existants, quelle que soit la nature de leur occupation actuelle, sont admis :

- Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des bâtiments, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

- La **reconstruction de bâtiments sinistrés** dans les cinq ans suivant un sinistre autre qu'une inondation (incendie,...) dûment constaté ou déclaré en mairie et sous réserve de diminuer leur vulnérabilité (cote planchers identique à bâtiments neufs, orientation, moindre accueil, …). La reconstruction n'est pas admise si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

2.1 - <u>Les constructions nouvelles dans les dents creuses</u>

Les constructions nouvelles sont autorisées dans les dents creuses* sous les conditions suivantes :

- Que la hauteur de submersion ne soit pas supérieure à 1,50 m.

- Que la parcelle concernée réponde à la définition d'une dent creuse au sens du présent règlement :

Au sens du présent règlement, une dent creuse est un **espace contigu non bâti d'une superficie minimale de 200 m^2 et maximale de 2000 m^2 qui se caractérise par une discontinuité dans la morphologie urbaine environnante.*
Cet espace contigu doit être inclus dans la zone urbanisée.
Pour qu'il y ait dent creuse, au moins trois des parcelles incluses dans la zone urbanisée et attenantes ou situées au-delà des voiries adjacentes à l'espace contigu concerné doivent être bâties.
Il n'est possible de construire sur des parcelles divisées que si elles l'ont été antérieurement à la date d'approbation du PPRI.

Prescriptions applicables à la dent creuse :

- Le terrain d'assiette devra être mis à la côte moyenne des parcelles avoisinantes.

- Un seul logement d'habitation ou une seule activité peuvent être autorisés sur une unité foncière **à l'exception des constructions à caractère vulnérable.**

- La surface de plancher de la construction sera limitée à 150 m^2 par unité foncière.

- Les planchers devront se situer au moins 0,20 m en dessus des PHE pour les constructions à usage d'habitation.

- Les planchers nécessaires à l'accueil du public et à l'activité commerciale*, à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (chambres d'hôtes, gîtes, hôtellerie par exemple), sont admis à une côte inférieure à la crue de référence à la condition que cette côte soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m et sous réserve :
  - qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant, accessible de l'intérieur (10% au moins de la surface de plancher totale et dans le cas d'un ERP, 1 m^2 minimum par effectif déclaré). Ce refuge qui doit donner accès sur l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunion, mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible de l'intérieur .
  - que les stocks, les équipements sensibles et électriques soient situés hors d'eau.
  - d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties inondables.
  - de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès.

** les planchers nécessaires à l'activité commerciale sont constitués des surfaces consacrées aux réserves et aux linéaires de vente.*

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

2.2 - <u>Pour les constructions à usage d'habitation et autres que celles relevant des catégories 2 à 5 susvisées :</u>

Sont autorisés :

a - Les extensions sans création de nouveau logement et sans augmentation de la vulnérabilité (voir lexique) dans les conditions suivantes :

. augmentation de l'emprise au sol : une seule fois dans la limite de 20 m² pour les constructions à usage d'habitation ou dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant pour les autres constructions.

. sous réserve que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …),

. sous réserve que les locaux de sommeil soient situés au-dessus du niveau de la crue de référence.

b - Les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence,
- **sous réserve** de ne pas créer plus d'un logement (une seule fois),
- **sous réserve** que les locaux de sommeil soient situés au-dessus du niveau de la crue de référence.

- En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).
- En cas de **rénovation** le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.
- En cas de **changement de destination autorisé** (voir Article 1), le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de surface de plancher sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points a) et b); leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

2.3 - <u>Pour les constructions à caractère agricole strict (sans habitation associée) :</u>

Sont autorisés :

a - les constructions nouvelles :

seulement si elles se font dans le cadre d'exploitations existantes, **sous réserve** que le niveau des planchers créés et des locaux constitutifs de surface de plancher soient au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

b - les extensions :

sous réserve que le niveau des planchers créés et les locaux abritant des animaux soient situés au-dessus du niveau de la crue de référence ;

c - les autres travaux sur l'existant :

sous réserve que le niveau des planchers créés ou aménagés, les locaux abritant des animaux et des locaux constitutifs de surface de plancher soient situés au-dessus du niveau de la crue de référence.

2.4 - <u>Pour les constructions à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire :</u>

Sont autorisés :

a <u>- Les extensions dans les conditions suivantes :</u>

. augmentation de l'emprise au sol : une seule fois dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant.
. sous réserve que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés d'au moins 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les planchers nécessaires **à l'accueil du public et à l'activité commerciale*** –à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)- sont admis à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m et sous réserve :

. qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la surface de plancher totale, dans le cas d'un ERP, 1 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
. que les stocks soient constitués hors d'eau.
. de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
. d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
. de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux, portes étanches …).

** les planchers nécessaires à l'activité commerciale sont constitués des surfaces consacrées aux réserves et aux linéaires de vente.*

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

b - <u>Les autres travaux sur l'existant</u>:

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

  - En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de surface de plancher comme les garages.

  - En cas de **changement de destination autorisé** (voir article I), le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les planchers nécessaires **à l'accueil du public et à l'activité commerciale*** –à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (chambres d'hôtes, gîtes, hôtellerie par exemple)- sont admis à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel +0,60m (adaptable sous réserve d'être au moins égale à celle du terrain naturel +0,20m, en cas d'impossibilité technique liée à la hauteur sous plafond, qui serait inférieure à 2,40 m après travaux) et sous réserve :

. qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la surface de plancher totale, dans le cas d'un ERP, 1 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
. que les stocks soient constitués hors d'eau.
. de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
. d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
. de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches …).

** les planchers nécessaires à l'activité commerciale sont constitués des surfaces consacrées aux réserves et aux linéaires de vente.*

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

2.5 - <u>Pour les campings et parcs résidentiels de loisirs</u> :

. l'exploitation des campings et PRL existants strictement limitée aux dispositions des arrêtés qui les réglementent.
. les constructions, extensions et aménagements de locaux à caractère technique des campings et parcs résidentiels de loisir directement liés à l'activité, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils contribuent à la diminution de la vulnérabilité (création d'espace refuge…).
. aménagement des campings et PRL **sous réserve** que cela ne génère pas une augmentation de la vulnérabilité et notamment de la capacité d'accueil.

2.6 - Pour les constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective :

Sont autorisés :

Les constructions ou ouvrages nouveaux participant à la protection contre les risques naturels sous réserve de ne pas aggraver le risque d'inondation après accord du gestionnaire de la servitude PPRi.

a - <u>Pour les équipements et installations techniques</u> :

Les constructions nouvelles, les aménagements et les extensions.
sous réserve de la mise hors d'eau ou de la protection des parties sensibles de l'équipement (étanchéité par exemple) et **dans la mesure où aucun autre site n'est techniquement possible**.

Cas particulier : les installations photovoltaïques au sol sont **strictement** interdites.

b - <u>Pour les équipements et les locaux de sport et de loisir collectifs</u> :

. la création, l'extension et l'aménagement de terrains de sport et de loisirs de plein air.
. l'extension et l'aménagement de locaux à usage de sport et de loisir, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils n'impliquent pas une augmentation de risque pour les riverains .

c - <u>Pour les autres types de constructions :</u>

c1 – <u>Les extensions dans les conditions suivantes</u> :

. augmentation de l'emprise au sol : une seule fois dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant,

. sous réserve que le niveau des planchers créés constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence**,**

. sous réserve de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (1 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence,

. sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil (nombre de personnes) au delà de 20% une seule fois.

c2 – <u>les autres travaux sur l'existant</u> :

. sous réserve, en cas de changement de destination qu'il n'y ait pas augmentation de la vulnérabilité quelle que soit la hauteur d'eau.

. sous réserve, en cas de réhabilitation, que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de surface de plancher comme les garages.

. sous réserve en cas de **rénovation**, que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au moins 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence. En cas de rénovation partielle (conservation d'une partie du bâtiment), le niveau de plancher devra également se situer au-dessus de la crue de référence.

. sous réserve, dans l'hypothèse d'une augmentation de la capacité d'accueil qui devra se limiter à 20% maximum et une seule fois; de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (1 m² par effectif reçu déclaré). Le niveau des planchers devra être situé au minimum 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

Zone Ri2

Le règlement de la présente zone concerne les **secteurs urbanisés** soumis à un **aléa** modéré (hauteur d'eau inférieure à 0,50 m).

On distingue **5 catégories** de constructions ou (et) d'équipements à savoir :

catégorie 1 les constructions à usage **d'habitation et autres** que celles visées ci-après
catégorie 2 les constructions à usage **agricole**
catégorie 3 les **constructions et installations à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire**
catégorie 4 les **campings, parcs résidentiels de loisir**
catégorie 5 **les constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective y compris les constructions à caractère vulnérable.**

Article I : SONT INTERDITS :

. toute construction, occupation et aménagement du sol nouveaux **susceptibles de perturber l'écoulement ou d'aggraver le risque,**
. les reconstructions de bâtiments, de stockage ou de garage dont tout ou partie du gros-œuvre a été endommagé par une crue,
. la création et l'extension des sous-sols,
. les stockages nouveaux de véhicules,
. les créations de campings et parcs résidentiels de loisirs,
. les extensions de périmètre ou l'augmentation du nombre d'emplacements des campings et parcs résidentiels de loisirs existants,
. les ouvertures en dessous de la crue de référence qui ne sont pas strictement nécessaires aux accès des bâtiments,
. les constructions nouvelles à caractère vulnérable.

Article II : SONT AUTORISEES

Pour **les bâtiments existants**, quelle que soit la nature de leur occupation actuelle, sont admis :

Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des bâtiments, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

La **reconstruction de bâtiments sinistrés** dans les cinq ans suivant un sinistre autre qu'une inondation (incendie,...) dûment constaté ou déclaré en mairie et sous réserve de diminuer leur vulnérabilité (cote planchers identique à bâtiments neufs, orientation, moindre accueil, …). La reconstruction n'est pas admise si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

II.1 - Pour les constructions à usage d'habitation et autres que celles relevant des catégories 2 à 5 susvisées :

a - <u>Les constructions nouvelles</u> :

sous réserve que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,70 m par rapport au terrain naturel

b - <u>Les extensions</u> :

sous réserve que le niveau des planchers soit situé au moins à + 0,70 m par rapport au terrain naturel .

Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au moins 0,20 m au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).

c - <u>Les autres travaux sur l'existant</u> :

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité.

  - En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).

  - En cas de **rénovation** le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence. En cas de rénovation partielle (conservation d'une partie de bâtiment), le niveau des planchers devra également se situer au-dessus de la crue de référence.

  - En cas de **changement de destination** le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de surface de plancher sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points a), b) et c); leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

II.2 - Pour les constructions à caractère agricole strict (sans habitation associée) :

a - <u>les constructions nouvelles</u> :

sous réserve que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé au moins à + 0,70 m par rapport au terrain naturel.

b - <u>Les extensions</u> :

sous réserve que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,70 m par rapport au terrain naturel.

c - <u>Les autres travaux sur l'existant</u> :

sous réserve que le niveau des planchers aménagés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

II.3 - Pour les constructions et installations à caractère commercial, artisanal ou industriel et tertiaire. :

Les installations seront implantées au moins 0,20 m au-dessus de la cote de la crue de référence.

a - <u>Les constructions nouvelles</u> :

sous réserve que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,70 m par rapport au terrain naturel. .
Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De plus, les locaux non constitutifs de surface de plancher ne sont pas soumis à la règle ci-dessus ; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

b - <u>Les extensions dans les conditions suivantes :</u>

. sous réserve que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les planchers nécessaires **à l'accueil du public et à l'activité commerciale*** [à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)] sont admis à une cote inférieure à la cote de référence pour être adaptés à l'existant à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,20 m et sous réserve :

. qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la surface de plancher totale, dans le cas d'un ERP 1 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
. que les stocks soient constitués hors d'eau.
. de mise hors d'eau de tous les équipements de production, sensibles et électriques.
. d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
. de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux, portes étanches …).

** les planchers nécessaires à l'activité commerciale sont constitués des surfaces consacrées aux réserves et aux linéaires de vente.*

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

c - <u>Les autres travaux sur l'existant</u>:
sous réserve que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité.

. En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de surface de plancher comme les garages.

. En cas de **rénovation** ou de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les planchers nécessaires **à l'accueil du public et à l'activité commerciale*** [à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)] sont admis à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,20 m et sous réserve :

. qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la surface de plancher totale, dans le cas d'un ERP, 1 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
. que les stocks soient constitués hors d'eau.
. de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
. d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
. de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches …).

** les planchers nécessaires à l'activité commerciale sont constitués des surfaces consacrées aux réserves et aux linéaires de vente.*

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

II.4 - Pour les campings et parcs résidentiels de loisirs :

. l'exploitation des campings et PRL existants strictement limitée aux dispositions des arrêtés qui les réglementent.

. les constructions extensions et aménagements de locaux à caractère technique des campings et parcs résidentiels de loisirs directement liés à l'activité, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils contribuent à la diminution de la vulnérabilité (création d'espace refuge…).

. aménagement des campings et PRL **sous réserve** que cela ne génère pas une augmentation de la vulnérabilité et notamment de la capacité d'accueil.

II.5 - Pour les constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective :

Les constructions ou ouvrages nouveaux participant à la protection contre les risques naturels sous réserve de ne pas perturber l'écoulement et de ne pas aggraver le risque d'inondation, après accord du gestionnaire de la servitude PPRi.

a - <u>Pour les équipements et installations techniques</u> :

Les constructions nouvelles, les aménagements et les extensions.
sous réserve de la mise hors d'eau ou de la protection des parties sensibles de l'équipement (étanchéité par exemple) et **dans la mesure où aucun autre site n'est techniquement possible**.

Cas particulier : *les installations photovoltaïques* au sol sont autorisées sous réserve :

- que les équipements sensibles soient hors d'eau (situés au dessus de la crue de référence ou étanchéification).
- que les panneaux soient hors d'eau (sans remblaiement) et solidement arrimés au sol pour éviter tout risque d'embâcle,
- que la clôture soit hydrauliquement transparente.

b - <u>Pour les équipements de sport et de loisir collectifs</u> :

. la création, l'extension et l'aménagement de terrains de sport et de loisirs de plein air.
. la création, l'extension et l'aménagement de locaux à usage de sport et de loisir, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils n'impliquent pas une augmentation de risque pour les riverains.

c - <u>Pour les autres types de constructions</u> :

c1 - <u>les constructions nouvelles à l'exclusion des constructions à caractère vulnérable</u>

. **sous réserve** que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,70 m par rapport au terrain naturel.

. les locaux non constitutifs de surface de plancher sont admis à la cote minimale de 0,20 m au-dessus du terrain naturel. Il en est de même des garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

Dans tous les cas, les stocks, tous les équipements sensibles et électriques seront situés au-dessus du niveau de la crue de référence. Les parties susceptibles d'être inondées seront constituées de matériaux insensibles à l'eau. Des dispositifs pour l'étanchéité des accès tels que batardeaux amovibles, portes étanches,… seront mis en œuvre.

c2 – <u>Les extensions dans les conditions suivantes</u> :

. sous réserve que le niveau des planchers créés constitutifs de surface de plancher soit situé au moins 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence**,**

. sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable (nombre de personnes) de plus de 20 % une seule fois.

A l'exclusion des constructions à caractère vulnérable, la cote de plancher peut être adaptée à l'existant.

Les planchers nécessaires à l'accueil du public [à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement] sont admis à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,20 m et sous réserve :

. qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la surface de plancher totale, dans le cas d'un ERP 1 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
. que les stocks soient constitués hors d'eau.
. de mise hors d'eau de tous les équipements de production, sensibles et électriques.
. d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
. de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches …).

c3 – <u>Les autres travaux sur l'existant</u> :

. sous réserve, en cas de **changement de destination** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

. sous réserve, en cas de **réhabilitation**, que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).

. sous réserve, en cas de **rénovation**, que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,70 m par rapport au terrain naturel. En cas de rénovation partielle (conservation d'une partie du bâtiment), le niveau des planchers devra également se situer au-dessus de la crue de référence.

. sous réserve, dans l'hypothèse d'une **augmentation de la capacité d'accueil**, de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir <u>l'ensemble de la population de l'établissement</u> (1 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence, et **sous réserve** de ne pas augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable (nombre de personnes) de plus de 20 % une seule fois.

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de surface de plancher sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points c1), c2) et c3) ; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

Zone Ri3

Le règlement de la présente zone concerne les **secteurs non ou peu urbanisés** en zone inondable d'aléa déterminé par méthodologie hydrogéomorphologique qui correspond au champ d'expansion des crues .

On distingue **5 catégories** de constructions ou (et) d'équipements à savoir :

catégorie 1	les constructions à usage **d'habitation et autres** que celles visées ci-après
catégorie 2	les constructions à usage **agricole**
catégorie 3	les **constructions et installations à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire**
catégorie 4	les **campings, parcs résidentiels de loisir**
catégorie 5	**les constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective y compris les constructions à caractère vulnérable.**

Article I : SONT INTERDITS :

- **toute construction, occupation et aménagement du sol nouveaux susceptibles de perturber l'écoulement ou d'aggraver le risque**
- toutes les constructions nouvelles à l'exception de celles admises à l'article II.
- les reconstructions de bâtiments, de stockage ou de garage dont tout ou partie du gros-œuvre a été endommagé par une crue,
- les extensions et aménagements visant à augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable,
- tous les changements de destination ayant pour effet d'augmenter la vulnérabilité
- la création et l'extension des sous-sols,
- les stockages nouveaux de véhicules,
- les créations et extensions de campings et parcs résidentiels de loisirs,
- l'augmentation du nombre d'emplacements des campings et parcs résidentiels de loisirs existants.
- les ouvertures en dessous de la crue de référence qui ne sont pas strictement nécessaires aux accès des bâtiments.

Article II : SONT AUTORISEES :

Pour les bâtiments existants, quelle que soit la nature de leur occupation actuelle, sont admis :

Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des bâtiments, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

La **reconstruction de bâtiments sinistrés** dans les cinq ans suivant un sinistre autre qu'une inondation (incendie,...) dûment constaté ou déclaré en mairie et sous réserve de diminuer leur vulnérabilité (cote plancher identique à bâtiments neufs, orientation, moindre accueil, …). La reconstruction n'est pas admise si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

II.1 - <u>Pour les constructions à usage d'habitation et autres que celles relevant des catégories 2 à 5 susvisées :</u>

a - <u>Les extensions sans création de nouveau logement et sans augmentation de la vulnérabilité (voir lexique) dans les conditions suivantes</u> :

- **augmentation de l'emprise au sol : une seule fois** dans la limite de 20 m² pour les constructions à usage d'habitation et dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant pour les autres constructions,

- **sous réserve** que le niveau des planchers soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport au terrain naturel. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).

- **sous réserve** que les locaux de sommeil soient situés au-dessus du niveau de la crue de référence.

b - <u>Les autres travaux sur l'existant sans création de nouveau logement</u> :

. sous réserve que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité,

. sous réserve que les locaux de sommeil soient situés au-dessus du niveau de la crue de référence.

En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …).

En cas de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de surface de plancher sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points a) et b) ; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

II.2 - <u>Pour les constructions liées à l'exploitation agricole</u> :

a - <u>les constructions nouvelles</u> :

Dans la mesure ou l'exploitant ne dispose pas de terrains hors d'eau.

les constructions nouvelles à usage d'habitation strictement nécessaire à l'exploitation agricole existante sous réserve que les planchers habitables nouvellement créés soient situés au moins 0,20 m au-dessus de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport au terrain naturel :

. dans la mesure où la présence permanente in situ est justifiée par le demandeur,

. dans la limite d'un logement par exploitation (situé au siège de l'exploitation) composé avec les bâtiments d'exploitation.

les constructions nouvelles à usage strict d'activité agricole :

- **seulement si** cette nouvelle construction est indispensable à l'exploitation agricole existante et ne peut pas être localisée hors zone inondable,

- **sous réserve** que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport au terrain naturel.

b - <u>les extensions sans création de nouveau logement</u>:

sous réserve que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport au terrain naturel.

c - <u>Les autres travaux sur l'existant sans création de nouveau logement</u>:

sous réserve que le niveau des planchers aménagés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence

II.3 - <u>Pour les constructions à caractère commercial, artisanal ou industriel et tertiaire</u> :

Les installations seront implantées au moins 0,20 m au-dessus de la cote de la crue de référence.

a <u>- Les extensions dans les conditions suivantes :</u>

augmentation de l'emprise au sol : une seule fois dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant.

. sous réserve que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les planchers nécessaires **à l'accueil du public et à l'activité commerciale*** [à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)] sont admis à une cote inférieure à la cote de référence pour être adaptés à l'existant à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la surface de plancher totale, dans le cas d'un ERP, 1 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches …).

** les planchers nécessaires à l'activité commerciale sont constitués des surfaces consacrées aux réserves et aux linéaires de vente.*

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

b - <u>Les autres travaux sur l'existant</u>:

. sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité,

. sous réserve que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de surface de plancher comme les garages.

En cas de **changement de destination autorisé** (voir Article 1), le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence. En cas de rénovation partielle (conservation d'une partie de bâtiment), le niveau de plancher devra également se situer au-dessus de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les planchers nécessaires **à l'accueil du public et à l'activité commerciale*** à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)- sont admis à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m (adaptable sous réserve d'être au moins égale à celle du terrain naturel + 0,20 m en cas d'impossibilité technique liée à la hauteur sous plafond qui serait inférieure à 2,40 m après travaux) et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la surface de plancher totale, dans le cas d'un ERP, 1 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte. Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en œuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches …).

** les planchers nécessaires à l'activité commerciale sont constitués des surfaces consacrées aux réserves et aux linéaires de vente.*

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

II.4 - Pour les campings et parcs résidentiels de loisirs :

L'exploitation des campings et PRL existants strictement limitée aux dispositions des arrêtés qui les réglementent.

Les constructions extensions et aménagements de locaux à caractère technique des campings et parcs résidentiels de loisir directement liés à l'activité, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils contribuent à la diminution de la vulnérabilité (création d'espace refuge…)

L'aménagement des campings et PRL **sous réserve** que cela ne génère pas une augmentation de la vulnérabilité.

II.5 - <u>Pour les constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective</u>

Les constructions ou ouvrages nouveaux participant à la protection contre les risques naturels sous réserve de ne pas aggraver le risque d'inondation après accord du gestionnaire de la servitude PPRi.

a - <u>Pour les équipements et installations techniques:</u>

Les constructions nouvelles, les aménagements et les extensions.

. sous réserve de la mise hors d'eau ou de la protection des parties sensibles de l'équipement (étanchéité par exemple) et **dans la mesure où aucun autre site n'est techniquement possible**.

Cas particulier: *les installations photovoltaïques au sol* – Toute nouvelle demande devra faire l'objet d'une étude d'impact qui devra notamment préciser la hauteur de submersion.

b - <u>Pour les équipements de sport et de loisir collectifs :</u>

La création, l'extension et l'aménagement de terrains de sport et de loisirs de plein air.
L'extension et l'aménagement de locaux à usage de sport et de loisir, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils n'impliquent pas une augmentation de risque pour les riverains

c - <u>Pour les autres types de constructions :</u>

c1 – <u>Les extensions dans les conditions suivantes :</u>

Augmentation de l'emprise au sol : une seule fois dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant,

- **sous réserve** que le niveau des planchers créés constitutifs de surface de plancher soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence (0,50m pour les constructions à caractère vulnérable)**,**
- **sous réserve** de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (1 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m (0,50m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence Ce refuge doit être accessible depuis l'intérieur.
- **sous réserve** de ne pas augmenter la capacité d'accueil (nombre de personnes)

c2 – <u>Les autres travaux sur l'existant</u> :

sous réserve, en cas de changement de destination qu'il n'y ait pas augmentation de la vulnérabilité

sous réserve, en cas de réhabilitation, que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de surface de plancher soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité
Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, …), suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (1 m² par effectif reçu déclaré) .

sous réserve, à l'exclusion des constructions à caractère vulnérable, dans l'hypothèse d'une augmentation de la capacité d'accueil, de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (1 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence
Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de surface de plancher sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points c1) et c2) ; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

Zone Ri4

La présente zone est constituée des **secteurs urbanisés ou urbanisables** situés dans la zone dite **« hydrogéomorphologique potentiellement inondable »**

Cette zone correspond à l'emprise du lit majeur dont on n'a pas connaissance aujourd'hui qu'elle ait été récemment affectée par une crue mais dont on sait que, par définition, elle pourrait être inondée.

A l'exception de la création ou l'extension de sous-sols, cette zone est soumise aux dispositions communes à toutes les zones et aux prescriptions ci-après :

Article 1 : **Constructions nouvelles**

Toutes les **constructions nouvelles** sont autorisées mais devront comporter un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins 0,60 m au-dessus du terrain naturel.

Les constructions à caractère commercial (à l'exclusion de celles liées à l'hébergement et à l'accueil du public ainsi que les bâtiments à caractère vulnérable), artisanal, industriel ou tertiaire seront autorisées à adapter la côte des planchers qui ne devra cependant pas être inférieure à + 0,20 m au dessus du terrain naturel pour les bâtiments inférieurs ou égaux à 50m et à 0,60m en moyenne pour les bâtiments supérieurs à 50m.

Article 2 : **Autres travaux sur l'existant**

Toutes les **extensions** sont autorisés mais devront obligatoirement comporter un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins 0,60 m au-dessus du terrain naturel.

Toutes les réhabilitations et rénovations ainsi que les changements de destination sont autorisés mais il est recommandé de créer un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins à 0,60 m au-dessus du terrain naturel avec un minimum obligatoire de + 0,20m **en cas d'augmentation de la vulnérabilité.**

Les constructions à caractère vulnérable devront impérativement être surélevées de + 0 ,60m au-dessus du terrain naturel.

Dans le cas de la réhabilitation d'un bâtiment à caractère vulnérable (travaux sur l'existant), si les travaux n'entrainent pas une augmentation de la vulnérabilité et en cas d'impossibilité technique de surélévation du plancher à au moins 0,60m, la cote plancher sera surélevée de +0,20m par rapport au terrain naturel.

Article 3 : Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de surface de plancher sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux articles 1 et 2 ; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

Cas particulier : les installations photovoltaïques au sol sont autorisées sous réserve que les équipements sensibles soient situés au dessus du terrain naturel.

Zone Ri4P
Ruissellement

La présente zone est constituée des zones urbanisées ou urbanisables situées dans **un secteur soumis à un aléa lié au ruissellement pluvial.**

A l'exception de la création ou l'extension de sous-sols, cette zone est soumise aux dispositions communes à toutes les zones et aux prescriptions ci-après mettant en œuvre les dispositions préventives suivantes :

Article 1 : **Constructions nouvelles**

Toutes les **constructions nouvelles** sont autorisées mais devront comporter un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins 0,60 m au-dessus du terrain naturel.

Les constructions à caractère commercial (à l'exclusion de celles liées à l'hébergement et à l'accueil du public ainsi que les bâtiments à caractère vulnérable), artisanal, industriel ou tertiaire seront autorisées à adapter la côte des planchers qui ne devra cependant pas être inférieure à + 0,20 m au dessus du terrain naturel pour les bâtiments inférieurs ou égaux à 50m et à 0,60m en moyenne pour les bâtiments supérieurs à 50m.

Article 2 : **Autres travaux sur l'existant**

Toutes les **extensions** sont autorisés mais devront obligatoirement comporter un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins 0,60 m au-dessus du terrain naturel.

Toutes les réhabilitations et rénovations ainsi que les changements de destination sont autorisés mais il est recommandé de créer un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins à 0,60 m au-dessus du terrain naturel avec un minimum obligatoire de + 0,20m **en cas d'augmentation de la vulnérabilité.**

Les constructions à caractère vulnérable devront impérativement être surélevées de + 0 ,60m au-dessus du terrain naturel.

Dans le cas de la réhabilitation d'un bâtiment à caractère vulnérable (travaux sur l'existant), si les travaux n'entrainent pas une augmentation de la vulnérabilité et en cas d'impossibilité technique de surélévation du plancher à au moins 0,60m, la cote plancher sera surélevée de +0,20m par rapport au terrain naturel**.**

Article 3 : Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de surface de plancher sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux articles 1 et 2 ; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

Cas particulier : les installations photovoltaïques au sol sont autorisées sous réserve que les équipements sensibles soient situés au dessus du terrain naturel.

ZONE Rid

Le présent zonage concerne les secteurs inondables ou potentiellement inondable situés dans une bande de 50m à l'arrière d'une digue ou d'un ouvrage assimilé et susceptibles, à ce titre, d'être soumis à une aggravation du risque par rupture de l'ouvrage (effet de vague).

Dans ces secteurs seuls sont admis :

La **construction de bâtiments agricoles sans habitation associée** sous réserve de :

- situer la construction à 50 m minimum des digues
- surélever le plancher de 0,60 m par rapport au terrain naturel

Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du PPRi, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

La **reconstruction de bâtiments sinistrés** dans les cinq ans suivant un sinistre dûment constaté ou déclaré en mairie et sous réserve de diminuer leur vulnérabilité (cote de planchers au moins 0,50 m au-dessus de la crue de référence, orientation, moindre accueil, ...). La reconstruction n'est pas admise si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

Les **travaux sur les constructions existantes** ayant pour effet de diminuer leur vulnérabilité.

Les **extensions sans création de nouveau logement** dans la limite d'une augmentation unique (une seule fois) de l'emprise au sol de 20 m². Le niveau des planchers créés sera situé à 0,50 m au-dessus du niveau de la crue de référence

La **création, l'extension** et **l'aménagement** de terrains de sport et de loisirs de plein air au niveau du terrain naturel.

Zone blanche

La présente zone est considérée comme non inondable au regard de l'état actuel de la connaissance. Aucune prescription réglementaire n'est applicable au titre du présent PPR.

Toutefois et au niveau des parcelles voisines de celles soumises à un risque inondation, il est conseillé de suivre, lorsque cela est possible, les dispositions et recommandations consignées dans le règlement et applicables aux autres zones.

Un retrait inconstructible minimal de 7 m, compté à partir de la crête des berges des cours d'eau ou de fossés d'écoulement, dont le bassin versant présente une superficie supérieure ou égale à 1 km² et de 3m pour les fossés dont la superficie du bassin versant est inférieure à 1 km², sera observé de part et d'autre des cours d'eau.

Titre II

Règles de construction

Les règles ci-après s'appliquent à l'ensemble des zones inondables et aux zones dites hydrogéomorphologiques potentiellement inondables :

les constructions, équipements, ouvrages et installations seront conçues de façon à **résister aux pressions** de l'événement de référence **ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés.**

les **matériaux de gros œuvre utilisés seront insensibles à l'eau** et parfaitement imperméabilisés jusqu'à une hauteur égale au niveau de la crue de référence majoré de 0,50 m minimum et, de surcroît, ne conduisant pas l'eau par capillarité.

Dans les garages, abris de jardin et autres locaux pour lesquels il n'y a pas obligation d'implanter le plancher au-dessus du niveau de la crue de référence :

- les équipements électriques sensibles seront implantées au moins 0,50 m au dessus du niveau de cette dernière.
- les revêtements intérieurs (sols et murs) seront insensibles à l'eau au moins jusqu'à 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence,
- les appareils de chauffage (chaudières et radiateurs) qui pourraient être installés dans un tel local seront implantés 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.
- les matériaux d'isolation verticale et de plancher seront insensibles à l'eau
- les isolations des planchers et murs verticaux seront constituées de matériaux insensibles à l'eau.
- Il est obligatoire de différencier les parties inondables et hors d'eau du réseau électrique (créer un réseau séparatif pour les pièces inondables)

Titre III

Règles concernant la réduction de la vulnérabilité

Mesures de prévention de protection et de sauvegarde
-
Mesures rendues obligatoires et mesures conseillées pour les biens existants dans l'ensemble des zones inondables

Le présent titre identifie les mesures prévues par les articles L.562-1.-II 3° et L.562-1.-II 4° du code de l'Environnement.

En application de l'article L.562-1.-III du même code, ces mesures sont rendues obligatoires en fonction de l'intensité du risque quelle que soit sa nature *(*origine débordement fluvial, ruissellement pluvial, submersion marine) par le présent PPRi dans les délais indiqués

Il s'agit de mesures collectives ou particulières à mettre en œuvre pour réduire globalement la vulnérabilité des biens et des personnes.

Elles ont pour objectifs : d'assurer la sécurité des personnes; de réduire la vulnérabilité des biens; de faciliter le retour à la normale. Elles se déclinent dans le présent PPRi:

- **Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leur compétence et sous réserve d'aboutissement des procédures.**

- **Mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés, existants à la date d'approbation du PPRi.**

- **Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les particuliers.**

<u>Dispositions propres aux cours d'eau non domaniaux</u>
Entretien et restauration des milieux aquatiques
En vertu de l'article L 215-14 du code de l'environnement, il est rappelé que :
« le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives ».

I) Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leur compétence sous réserve d'aboutissement des procédures (L.562-1.-II 3° du code de l'Environnement)

Les dispositions suivantes sont rendues obligatoires :

Mesures relatives à la sauvegarde des personnes

Dans le délai de 2 ans à compter de l'approbation du présent PPRi, **la commune** identifiera et localisera les populations à mettre en sécurité en cas d'inondation. Dans ce même délai, elle identifiera et au besoin réalisera ou aménagera des espaces refuge suffisants pour les héberger.

Il est rappelé que :

- la loi fait obligation à la commune d'établir un plan communal de sauvegarde **dans un délai de 2 ans à compter de l'approbation du présent PPRi**
- Une information périodique sur les risques naturels (loi « Risques » du 30 juillet 2003) doit être délivrée par le maire au moins une fois tous les deux ans auprès de la population.
- Que la pose de repères de crue est un élément majeur de la conscience et de l'information préventive. A ce titre les collectivités sont incitées à poser ces marques dans les secteurs les plus pertinents dans un délai de 5 ans.

Mesures relatives à la protection des lieux habités et à la réduction de la vulnérabilité

Les digues et les ouvrages en faisant fonction devront être identifiées et leur intégrité devra être préservée. A cet effet, le règlement municipal de voirie devra expressément comporter les dispositions qui interdisent toute implantation ou utilisation de ces ouvrages qui ne corresponde pas à leur vocation (par exemple voiries, réseaux ou constructions de toute nature…). Ces dispositions devront être prises par **la municipalité** dans un délai de **2 ans** à compter de l'approbation du présent PPRi

Dans un délai de **5 ans** à compter de l'approbation du présent PPRi, **la commune** doit établir un schéma d'assainissement pluvial précédé d'un diagnostic des réseaux existants de sorte à gérer au mieux les difficultés qui résultent des retours d'eau en provenance des zones inondées. Ce document comportera en particulier les dispositions à traduire dans le règlement d'exploitation communal visant à assurer une gestion sécurisée de ces réseaux.

Les digues de protection des lieux habités doivent faire l'objet de la part de leur **gestionnaire public ou privé** d'une visite annuelle ou après tout épisode de crue important. Le rapport de visite sera transmis au gestionnaire de la servitude PPRi- (préfecture de l'Aude).

En vertu de l'article L562- 8 du CE, sur la commune de **St Frichoux,** « chemin de la campagne » le mur en pierre détruit par l'évènement de 1999 devra respecter une transparence hydraulique afin de permettre le libre écoulement des eaux pendant la crue et ainsi éviter un sur- aléa sur les habitations et équipements situés en amont.

II) Mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés, existants à la date d'approbation du PPR (L.562-1.-II 4° du code de l'Environnement)

Les dispositions du présent chapitre concernent les biens existants dans la zone inondable à la date d'approbation du présent PPRi.

Elles ont pour objectif d'améliorer la sécurité des personnes, de limiter les dégâts pendant la crue ou de faciliter le retour à la normale après la crue.

<u>Les mesures rendues obligatoires le sont dans la limite de 10 % de la valeur du bien considéré</u> (art R562-3 à R562-5 du code de l'environnement). **Elles doivent être mises en œuvre dès que possible et en tout cas dans les 5 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR** par **les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.**

L'article L 561-3 du code de l'environnement prévoit le financement partiel par le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) des mesures de réduction de la vulnérabilité rendues obligatoires par les PPR.

A) *<u>BIENS A USAGE D'HABITATIONS</u>*

1) <u>Mesures obligatoires visant à améliorer la sécurité des personnes</u>

Les dispositions suivantes sont rendues obligatoires, les deux premières sont prioritaires :

- **<u>Diagnostic et auto -diagnostic des bâtiments:</u>**

<u>ERP et bâtiments collectifs</u>

Dans un délai de 2 ans à partir de la date d'approbation du présent PPR, un diagnostic concernant les ERP et les bâtiments collectifs situés en zone inondable doit être réalisé par des personnes ou des organismes qualifiés en matière d'évaluation des risques naturels et de leurs effets socio économiques. Il doit comporter au minimum les éléments suivants :

- Un plan du ou des bâtiments (annexes et voies d'accès comprises) ou des infrastructures
- Une connaissance de l'aléa ainsi que des conditions d'inondation du site
- L'organisation de l'alerte et des secours
- Les éléments justificatifs de l'expérience et de la compétence de la personne ou de l'organisme ayant réalisé le diagnostic
- Une description et une analyse des fonctionnements et des procédés de fabrication dans le cas des activités économiques (note décrivant l'activité et l'organisation de l'entreprise).
- L'identification des biens présentant un caractère vulnérable en cas d'inondation.
- Un descriptif technique et économique des mesures proposées pour réduire la vulnérabilité et d'une justification du choix des mesures sélectionnées.
- La définition d'un calendrier de mise en oeuvre des actions

<u>Pour tous les autres biens situés en zone inondable</u>

Le propriétaire du bien est dans l'obligation de mener un **auto-diagnostic de vulnérabilité de l'habitation, à l'aide de la fiche jointe en annexe au présent règlement, afin d'identifier les critères de vulnérabilité puis de définir et de programmer les mesures de réduction de vulnérabilité associées.**

- **<u>Installations de batardeaux, identification ou création</u>** d'un espace refuge individuel ou collectif, adapté à la capacité d'occupation et situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux en zones Ri1 et pour l'ensemble des zones Ri3 (dans le bâti existant, en surélévation ou sous la forme d'une terrasse accolée) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon…) our des niveaux de submersion supérieurs ou égaux à 0,5 m dans les conditions décrites ci-après : le niveau de hauteur d'eau sera déterminée à partir d'un levé topographique des seuils du bâtiment effectué par un géomètre qui sera comparé à la PHE provenant du PPRI.
  - Si la PHE est inférieure à la cote du seuil relevé, cela signifie que le sol du bâtiment est hors d'eau (alors que le terrain environnant est inondable) : dans ce cas , le propriétaire est dispensé de la mesure "installations de batardeaux".

Si la PHE est supérieure à la cote du seuil relevé, la différence indiquera la hauteur d'eau à l'intérieur du bâtiment, à partir de laquelle il faudra se protèger.
Les travaux seront réalisés en fonction des conditions décrites dans le tableau ci-après :

SUBMERSION EXTERIEURE Hauteur de submersion sur terrain naturel (h_{tn})	**SUBMERSION INTERIEURE** Hauteur de submersion sur le plancher existant (h_p)	**Dispositions à prendre**
0,50 m < h_{tn} < 1m	h_p < 0,40	Refuge ou batardeau
0,50 m < h_{tn} <1m	h_p > 0,40	Refuge impératif*
hm > ou = à 1 m	h_p < 0,30	Refuge ou batardeau
hm > ou = à 1 m	h_p > 0,30	Refuge impératif*

La zone refuge doit être dimensionnée en fonction du nombre d'habitants dans le logement, avec une surface minimale de 6m² et 1m² par personne.

• L'exigibilité des refuges est dépendante à la fois du niveau d'eau extérieur et de la hauteur d'eau potentielle sur le plancher concerné. Pour les batardeaux, il est indispensable d'observer une marge de sécurité suffisante par rapport au niveau d'eau. **A minima, il est prévu un batardeau dans le cas où l'espace refuge est indispensable afin de limiter les entrées d'eau (Cf. point 2 ci-après).**

En cas d'impossibilité technique ou/et économique, des solutions alternatives à caractère collectif pourront se substituer à cette disposition. Les propriétaires ou exploitants apporteront les justificatifs nécessaires à l'application de cette mesure (notamment l'altimétrie des planchers).

- arrimer les cuves et bouteilles d'hydrocarbures à défaut de pouvoir les relocaliser hors zone inondable,

- différencier les parties inondables et hors d'eau du réseau électrique (créer un réseau séparatif pour les pièces inondables)

- matérialiser les emprises des piscines, bassins et regards existants, afin de ne pas piéger les secours éventuels.

Ces travaux sont à réaliser dans un délai de 5 ans à partir de l'approbation du présent PPR.

2) <u>Mesures conseillées visant à limiter les dégâts pendant l'inondation :</u>

- traiter les éventuelles fissures pénétrantes, afin d'éviter des entrées d'eau,

- installer des batardeaux, afin de limiter (ou retarder) les entrées d'eau. Leur hauteur sera limitée à 0,80 m, afin de permettre leur franchissement par les secours et d'éviter une différence de pression trop importante entre l'intérieur et l'extérieur (pouvant mettre en péril la stabilité de la construction).

- installer un clapet anti-retour sur les réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et des dispositifs d'obturation des entrées d'air (situées sous la cote de référence).

- installer un dispositif provisoire d'obturation des trappes d'accès au vide sanitaire ou de façon pérenne une grille à maille fine, cela afin d'éviter le piégeage d'embâcles parasites durant la crue.

- installer des anneaux d'amarrage pour l'évacuation par bateau,

- installer une pompe pour rejeter l'eau vers l'extérieur.

3) <u>Mesures conseillées visant à faciliter le retour à la normale après l'inondation :</u>

- adapter les équipements du logement (chaudière, machine à laver,…) à l'inondation en les surélevant, les déplaçant ou en les protégeant contre la crue.

B) *<u>ACTIVITES ECONOMIQUES</u>*

1) <u>Mesures obligatoires visant à améliorer la sécurité des personnes</u>
les dispositions suivantes sont rendues obligatoires, la première est prioritaire :

- créer ou identifier un espace refuge individuel ou collectif adapté à la capacité d'occupation et situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux en zone Ri1 et en zone Ri3 pour des niveaux de submersions supérieurs à 0,50 m. Cette mesure peut être complétée ou remplacée par la mise en œuvre des conclusions d'un diagnostic vulnérabilité visant à optimiser la sécurité pour les personnes et à limiter les dégâts pour les biens (réalisation d'un itinéraire d'avancement et/ou d'un plan de sauvegarde à la charge du gestionnaire de l'activité).

- mise en place d'un plan de sauvegarde adapté avec suivi de la crue,

- différencier les parties inondables et hors d'eau du réseau électrique (créer un réseau séparatif pour les parties inondables).

- contrôler les objets flottants, dangereux ou polluants (par lestage, arrimage, étanchéité ou mise hors d'eau),

- matérialiser les emprises des piscines et des bassins et regards existants, afin de ne pas piéger les secours éventuels.

2) <u>Mesures conseillées visant à limiter les dégâts pendant l'inondation :</u>

- adapter les équipements, les procédés de fabrication au niveau de submersion de la zone (surélévation, étanchéité,…),

- assurer le stockage hors d'eau et en cas d'impossibilité, rechercher une zone de stockage alternative moins vulnérable,

- traiter les éventuelles fissures pénétrantes, afin d'éviter des entrées d'eau,

- installer des batardeaux, afin de limiter (ou retarder) les entrées d'eau. Leur hauteur sera limitée à 0,80 m, afin de permettre leur franchissement par les secours et d'éviter une différence de pression trop importante entre l'intérieur et l'extérieur (pouvant mettre en péril la stabilité de la construction).

- installer un clapet anti-retour sur les réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et des dispositifs d'obturation des entrées d'air (situées sous la cote de référence).

- installer un dispositif provisoire d'obturation des trappes d'accès au vide sanitaire ou de façon pérenne une grille à maille fine, cela afin d'éviter le piégeage d'embâcles parasites durant la crue.

3) <u>Mesures conseillées visant à faciliter le retour à la normale après l'inondation :</u>

- installer une fosse de pompage en point bas avec dispositif de pompage adapté.

C) ***CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS A CARACTERE VULNERABLE ET CAMPINGS (casernes de pompiers, maisons de retraite, cliniques,….)***

1) Mesures obligatoires visant à améliorer la sécurité des personnes
les dispositions suivantes sont rendues obligatoires :

- les établissements à caractère vulnérable (ERP ou non), les centres de secours et les casernes de pompiers doivent disposer d'une issue aménagée au-dessus de la cote de référence. Les lieux de couchage doivent être situés au-dessus de la cote de référence,

- pour les campings, créer ou identifier un ou plusieurs espaces refuge collectifs adaptés à la capacité d'occupation et situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux en zone Ri1 et en zone Ri3 pour des niveaux de submersions supérieurs à 0,50 m . Cette mesure peut être complétée ou remplacée par une mesure de prévention, protection et sauvegarde visant à la réalisation d'un itinéraire d'évacuation et/ou d'un plan de sauvegarde à la charge du gestionnaire,

- mise en place d'un plan d'évacuation pour les établissements recevant du public.

- différencier les parties inondables, et hors d'eau du réseau électrique (créer un réseau séparatif pour les parties inondables).

2) Mesures conseillées visant à limiter les dégâts pendant l'inondation :

- adapter les bâtiments nécessaires à la gestion de crise pour qu'ils puissent rester opérationnels durant la crue ou à défaut adapter les stratégies d'intervention,

- contrôler les objets flottants, dangereux ou polluants (par lestage, arrimage, étanchéité ou mise hors d'eau),

- mise hors d'eau des pièces et équipements stratégiques.

3) Mesures conseillées visant à faciliter le retour à la normale après l'inondation :

- adapter l'utilisation des pièces inondables en conséquence, adapter les équipements et mobiliers de ces espace.

III – Mesures de prévention , de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les particuliers.

Les mesures à prendre par les particuliers sont identiques à celles précisées au chapitre A, articles 1 et 2.

La fiche d'aide à l'auto diagnostic est jointe ci-après en annexe.

LEXIQUE

Aléa
Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données.

Aménagement des bâtiments existants
Les aménagements ne peuvent se justifier que par des travaux de faible importance.
L'aménagement exclut, entre autres, ce type de travaux :

- la transformation d'un hôtel-restaurant en immeuble d'habitation
- la réhabilitation d'un bâtiment
- la construction d'un garage alors que le document d'urbanisme (POS, PLU) n'autorise que les travaux destinés à améliorer le confort des habitations ; l'aménagement s'apparente dans ce cas à une extension.

Autres travaux sur l'existant
Dans le présent règlement, ce terme recouvre les changements de destination, les réhabilitations et les rénovations.

Construction
Cette notion englobe toute construction, travaux, ouvrages et installations, hors sol et enterrés, qui entrent ou pas dans le champ d'application du permis de construire.
Par exemple :
construction nouvelle à usage d'habitation ou non (y compris les maisons légères, les maisons flottantes, les ouvrages techniques d'une hauteur supérieure à 12 m)
les travaux exécutés sur les constructions existantes s'ils ont pour effet de modifier :
leur volume (extension ou surélévation)
leur aspect extérieur
le nombre et la forme des ouvertures
les matériaux des couvertures, adjonction, suppression des balcons
ou de créer un ou plusieurs niveaux supplémentaires à l'intérieur du volume existant
de changer la destination des constructions.

Construction à caractère vulnérable
Ce sont des constructions d'intérêt général ayant une fonction collective, destinées à accueillir des populations particulièrement vulnérables telles que notamment (liste non exhaustive) :

- les crèches,
- les centres de vacances,
- les établissements scolaires,
- les cliniques,
- les écoles
- les hôpitaux,
- les maisons de retraite,
- les centres d'accueil des handicapés,
- les divers établissements de soin

Constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective :
Sont concernés toutes les constructions ou ouvrages à vocation collective.(mairie, salle des fêtes, caserne de pompiers, gendarmerie, poste de police…) dont notamment les constructions à caractère vulnérable (cf ci-dessus)
Sont également concernés les équipements techniques dont ***notamment*** :

- l'électricité, le gaz,
- les télécommunications,
- les locaux à usage de refuge
- les équipements portuaires
- l'eau potable, l'assainissement,
- l'annonce de crues et les dispositifs de mesure près des cours d'eau.
- les équipements de plage
-

Equipements de loisirs
Utilisation du sol en y réalisant des terrains de jeux (jeux d'enfants, parcours de santé, tennis, golf, football, sports motorisés, etc...). Ces terrains sont soumis à permis d'aménager : articles R 421-19 et R 421-20 du code de l'urbanisme

Emprise au sol (article R 420-1 du code de l'urbanisme créé par le Décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011)
l'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus.
Le terme «**une seule fois**» qui s'applique uniquement à l'augmentation limitée de l'emprise au sol s'entend par rapport à l'emprise initiale du bâtiment avant extension **à compter de l'approbation du PPRI.**

Espace contigu
Unité foncière ou ensemble d'unités foncières adjacentes et incluses dans la zone urbanisée, appartenant respectivement à un ou plusieurs propriétaires, à l'exclusion des espaces publics (voies, places, espaces verts...).

Espace refuge
Il s'agit d'un espace, couvert ou non, permettant à une ou des personnes de passer entièrement la crise (inondation) et de permettre éventuellement durant celle-ci leur(s) évacuation. Cet espace refuge doit être impérativement calé au-dessus de la crue de référence. Il peut être privatif ou collectif. Dans ce dernier cas, les millièmes de la copropriété foncière relatifs à cet espace doivent être affectés aux logements concernés, un plan de gestion de crise doit faire partie intégrante du règlement de la copropriété. La surface de cet espace doit être dimensionnée sur les bases minimales suivantes :

- ERP : **1m²/par personne**
- Habitation individuelle : **1m²/par personne** (avec une base minimum de 6m2)
- Immeuble avec espace refuge collectif : **3m²/par personne**

La différence de surface tient compte des contraintes économiques et ergonomiques du bâti et de leurs accessoires.

Extension
Réalisation de travaux visant à étendre la construction existante.
Au-delà de son aménagement, de sa rénovation, un bâtiment existant peut faire l'objet d'une extension qui se mesure en hauteur ou en volume, et plus particulièrement en emprise au sol.
Cette notion tire sa définition de la jurisprudence. Le non respect des conditions fixées par elle pour définir la notion d'extension signifie que l'on rentre dans le cadre d'une construction autonome nouvelle où à contrario les travaux sont regardés comme étant des travaux visant à améliorer le confort et la solidité des constructions existantes.
Pour qu'il y ait extension d'un bâtiment existant, il est exigé que cette construction ou ces travaux ne soient pas trop importants et ne bouleversent pas la construction existante.

Par exemple :

L'élévation d'un pavillon d'une hauteur qui double la hauteur initiale du pavillon ne saurait être regardée comme l'extension d'une construction existante. CE 23/02/90 Basquin

- Idem pour l'extension d'une construction dont les dimensions sont comparables ou équivalentes à 50 % de celle de la construction existante ou encore lorsque l'emprise au sol est augmentée de 73 %.

- La construction ou les travaux doivent se faire en continuité de la construction existante sinon il s'agit d'une construction nouvelle.
Par ailleurs, la construction d'un garage attenant à une construction à usage d'habitation ne peut être considéré comme des travaux visant à améliorer le confort et la solidité de la construction existante.
CE 22 Avril 1992, M. Jean DUHAMEL.

La construction et les travaux ne doivent pas se doubler d'un changement de destination.».

Reconstruction

C'est l'opération qui consiste à rétablir en son état antérieur un bâtiment démoli ou sinistré en totalité ou en partie.

La reconstruction d'un bâtiment ne doit pas porter atteinte à l'environnement.

Définie négativement, la reconstruction ne concerne ni des travaux de réfection qui concernent davantage l'intérieur des bâtiments, ni des travaux d'adaptation voire d'extension des bâtiments existants et enfin ni la réparation ne mettant pas en péril la structure du bâtiment.

La reconstruction porte donc sur la remise en état d'un bâtiment en ruine ou incendié ou démoli après la réalisation d'une catastrophe naturelle ou plus largement d'un sinistre.

Elle est réalisée à l'emplacement de cet ancien bâtiment.

Elle peut porter sur une partie du bâtiment, une façade qui s'est écroulée, par exemple.

Dans tous les cas la reconstruction d'un immeuble sinistré nécessite un PC, même si les fondations préexistantes ont été conservées.

Les travaux de reconstruction sont assimilés au regard du champ d'application du permis de construire aux constructions nouvelles.

La reconstruction d'un bâtiment incendié n'est pas une opération de réparation mais bien celle d'une reconstruction alors même que l'on utilise des matériaux épargnés par le feu
CE 20/06/69 "PORGOZALEK"MC333

A l'inverse les travaux de réfection d'un bâtiment existant entrepris à la suite d'un incendie ne nécessitent pas de PC dès lors qu'ils n'entraînent :
ni modification extérieure
ni création d'un niveau supplémentaire
ni changement de destination
ni accroissement de volume.
(Rép. Min. J.O. Débat Assemblée Nationale 8 Novembre 93)

La seule exception concerne les immeubles classés monuments historiques pour lesquels les travaux de reconstruction ne nécessitent qu'une déclaration préalable.

Le propriétaire n'a pas de droits acquis à la reconstruction d'un bâtiment détruit.

Bien entendu la reconstruction doit se faire dans le respect des dispositions du règlement du document d'urbanisme SAUF cas particulier où le document d'urbanisme a prévu explicitement la reconstruction à l'identique du bâtiment sinistré.
La reconstruction peut être alors autorisée à l'identique (volume, densité....) ou dans le respect de certaines dispositions du règlement (définies à l'article 1 du règlement : volume du bâtiment démoli, destination, emprise ...)

Si le règlement autorise la reconstruction des immeubles détruits après un sinistre quelconque celle-ci est possible quelle que soit la date du sinistre.
(CE 06/07/88 Couillaud et commune de Beauvoir sur Mer).

D'où la nécessité de fixer un délai d'intervention entre la démolition et la reconstruction afin d'éviter la reconstruction des ruines anciennes.

C'est l'affectation du bâtiment qui existait avant la date d'approbation du document d'urbanisme qui doit être prise en considération.
(CE 28/09/90 Ass. cultuelle des témoins de Jéhovah de la région Nord de la France).

A l'inverse si le règlement s'oppose à la construction dans une zone, le relèvement des immeubles en ruine est interdit (CE 8/06/88 Ep. Antiéro n° 81 478).

Réhabilitation
Ensemble de travaux visant à remettre aux normes d'habitabilité actuelles un bâtiment ancien ***(conditions de confort et d'habitabilité au sens du code de la construction et de l'habitat).***
Cette opération peut comporter la restructuration interne d'un logement, voire la division de l'immeuble en appartements pour les adapter à des exigences de taille en particulier. Elle peut comporter par ailleurs l'installation d'un ascenseur, la réfection de toitures, le ravalement ou la consolidation des façades.
La réhabilitation suppose le respect architectural du bâtiment. Les travaux toucheront le gros œuvre mais sans ne jamais porter atteinte à son équilibre existant.
Le rapport Nora distingue 4 niveaux de réhabilitation :

a) La réhabilitation légère : elle consiste en l'installation d'un équipement sanitaire complet avec salle d'eau (y compris les canalisations, l'électricité et les peintures accompagnant ces agencements). Elle ne comporte pas de travaux sur les parties communes de l'immeuble ni l'installation du chauffage central.

b) La réhabilitation moyenne : outre l'équipement sanitaire comme au cas précédent, celle-ci s'accompagne de travaux plus complets sur les parties privatives de l'immeuble, c'est à dire l'intérieur du logement : réfection de l'électricité et des peintures. le chauffage central ou électrique est ajouté, ce qui implique une amélioration de l'isolation (changement de croisées).

En règle générale, la distribution intérieure du logement et le cloisonnement ne sont pas modifiés. Sur les parties communes de l'immeuble, des travaux légers sont entrepris (peinture des cages d'escalier et ravalement de la façade, sans reprise de toiture).

c) La réhabilitation lourde : elle comprend des travaux précédemment décrits. De plus une redistribution des pièces dans le logement ou une redistribution des logements par étage pourront être effectuées. L'intervention est surtout beaucoup plus complète sur les parties communes de l'immeuble. Non seulement le ravalement des façades, mais aussi la réfection des toitures seront entrepris. Les travaux toucheront le gros œuvre, avec des reprises de maçonnerie et de charpente, de planchers quelquefois.

d) La réhabilitation exceptionnelle : cette catégorie doit être distinguée de la précédente. Dans les cas courants de restauration lourde, l'intervention touche le gros œuvre, mais sans porter atteinte à son équilibre existant. Au contraire, dans certains cas, la réhabilitation peut aller jusqu'à reprendre la structure porteuse de l'immeuble, lorsque sa solidité est atteinte en profondeur.

Rénovation
Elle consiste en la destruction et la reconstruction d'immeuble à la même place.

Risque
La notion de risque suppose à priori l'existence de biens ou d'activités (généralement des établissements humains) dommageables. On parlera de risque naturel lors de la conjonction d'un phénomène naturel et de l'existence de biens et activités pouvant subir des dommages et de personnes pouvant subir des préjudices.

Sinistre
Évènement fortuit (la destruction provient d'un fait extérieur, involontaire : incendie, explosion, cataclysme naturel...) ayant occasionné la destruction de la construction.
Le code des assurances définit le sinistre comme la réalisation du risque garanti.
Cela signifie que le sinistre ne couvre que les biens qui sont garantis contre les risques définis contractuellement.
C'est pourquoi il semble nécessaire de parler de sinistre constaté (par PV) ou déclaré (auprès des assurances).

Stockages de véhicules
Sont concernés uniquement ici :

les dépôts de véhicules et engins à moteur de plus de 10 unités,
les garages collectifs de caravanes et habitats légers de loisir,
les stationnements isolés de caravanes et d'habitats légers de loisir de plus de 3 mois dans l'année.

Surface de plancher de la construction (article R 112-2 du code de l'urbanisme, créé par décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011)
L'article R 112-2 du code de l'urbanisme définit la surface de plancher de la façon suivante :
la surface de plancher de la construction est égale à **la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert**, calculée à partir du nu intérieur des façades **après déduction** :

1) des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et des fenêtres donnant sur l'extérieur,
2) des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs,
3) des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieur ou égale à 1,80m,
4) des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non (y compris rampe d'accès et aire de manœuvre),
5) des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial,
6) des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle, y compris les locaux de stockage des déchets,
7) des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune,
8) d'une surface égale à 10% des surfaces de plancher affectées à l'habitation dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Terrain naturel (TN) ou terrain d'assiette
Le niveau du terrain naturel est celui du terrain dans l'état dans lequel il est au moment de la demande. Cependant en secteur urbain et de façon exceptionnelle en secteur naturel la comparaison avec les niveaux topographiques des parcelles adjacentes peuvent montrer que la topographie du terrain objet de la demande a été nettement modifiée. Dans ce cas, lorsque cela est démontré le niveau du T.N peut être adapté sur celui des parcelles adjacentes.

Unité foncière
Parcelle ou ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire.

Vulnérabilité (augmentation de la)
La notion d'augmentation de la vulnérabilité concerne les extensions, le changement de destination de locaux inondables mais aussi l'augmentation de la capacité d'accueil ou de stockage. Elle est essentiellement liée à la nature de l'occupation des lieux et d'abord à la mise en danger des personnes, puis à des considérations économiques.

Ainsi, la transformation d'un garage inondable en local commercial, la transformation d'un local commercial inondable en logement, la transformation d'une maison d'habitation en crèche ou encore l'extension d'une habitation en vue de créer des locaux de sommeil constituera une augmentation de la vulnérabilité.
A l'inverse la transformation d'un logement en commerce réduit cette vulnérabilité.

ACCOMPAGNEMENT FINANCIER POSSIBLE

Différents dispositifs financiers existent pour inciter à la mise en œuvre des mesures de vulnérabilité.

Certains procédés comme les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et leurs équivalents pour le commerce et l'artisanat, les programmes d'intérêt général (PIG) ne sont pas spécifiques à la protection des biens contre les risques naturels. Cependant, ils permettent de mobiliser des subventions pour les propriétaires et les gestionnaires publics ou privés dans le strict respect des critères d'éligibilité. Une liste non exhaustive est proposée sur www.prim.net dans la rubrique « moi face au risque/anticiper ».

De très nombreux prêts et subventions pouvant intervenir dans un programme de financements d'études (diagnostic de vulnérabilité) ou de travaux de mitigation sont ainsi répertoriés et détaillés.

Le code de l'environnement, suite à la loi « Risques », prévoit la possibilité de financer les études et les travaux de prévention explicitement prescrits dans un PPR approuvé et dont la réalisation est rendue obligatoire dans un délai de cinq ans maximum. Ces travaux imposés aux biens construits ou aménagés ne doivent pas dépasser la limite des 10% de la valeur vénale ou estimée du bien. Ce financement, mobilisant le fonds de prévention des risques naturels majeurs, dit fonds « Barnier », s'effectue à hauteur de 40% des dépenses éligibles pour les biens à usage d'habitation ou à usage mixte et de 20% pour les biens à usage professionnel. Les personnes bénéficiaires sont les personnes physiques ou morales propriétaires, exploitants ou utilisateurs des biens concernés, sous réserve, lorsqu'il s'agit de biens à usage professionnel, qu'elles emploient au total moins de vingt salariés.

Les dossiers de demandes de subventions sont à retirer auprès de la

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer de l'Aude,
Service de Prévention des Risques et Sécurité Routière,
Unité de Connaissance des Risques,
105 Boulevard Barbès,
CS 40001
11000 CARCASSONNE – Cedex

téléphone : 04/68/10/31/00 (standard).

CONSEQUENCES ATTACHEES AU NON RESPECT DU P.P.R.

SOMMAIRE

I– Sanctions administratives

II – Sanctions pénales

III – Sanctions assurantielles
A – Exception légale à la garantie catastrophe naturelle
B – Dérogation exceptionnelle à la garantie catastrophes naturelles

COMMENTAIRE

I–**Sanctions administratives**

Lorsqu'en application de l'article L 562.I.III du code de l'environnement, le préfet a rendu obligatoire la réalisation de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde (titre 5) et des mesures relatives aux biens et activités existants (titre 2) et que les personnes auxquelles incombait la réalisation de ces mesures ne s'y sont pas conformées dans le délai prescrit, le préfet peut, après une mise en demeure restée sans effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur concerné.

II – **Sanctions pénales**

L'article L 562-5 du code de l'environnement stipule que le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.
Les peines prévues dans cet article peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution des travaux.
Les infractions sont constatées conformément aux articles L 480-1 à L 480-14 du code de l'urbanisme.

L'article L 562-5 du code de l'environnement envisage deux types de situations susceptibles d'entraîner les sanctions prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme :

- le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPR approuvé;
- le fait de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par le PPR.

Le régime de ces infractions relève largement des dispositions du code de l'urbanisme.

III – **Sanctions assurantielles**

A – *Exception légale à la garantie catastrophe naturelle*

Selon l'article L 125-6 du code des assurances, un assureur n'est pas tenu de garantir son assuré contre les effets des catastrophes naturelles s'agissant :
- des biens et activités situés sur des terrains classés inconstructibles par un PPR (sauf pour les biens et activités existants avant la publication du PPR);
- des biens construits et des activités exercées en violation des règles administratives en vigueur lors de leur implantation et tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle.

Les entreprises d'assurance ne peuvent toutefois se soustraire à cette obligation que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat.

B – *Dérogation exceptionnelle à la garantie catastrophes naturelles*

En outre, la garantie obligatoire due par l'assureur peut, de façon exceptionnelle, sur décision du bureau central de tarification, excepter certains biens mentionnés au contrat d'assurance ou opérer des abattements différents de ceux fixés dans les clauses types lorsque plusieurs conditions sont réunies :
- les biens et activités doivent être situés sur des terrains couverts par un PPR;
- le propriétaire ou l'exploitant ne se conforme pas, dans un délai de cinq ans, aux mesures de prévention, de précaution et de sauvegarde prescrites par un PPR pour les biens existants à la date d'approbation du plan (article L 562-1-4 du code de l'environnement).

Le préfet ou le président de la caisse centrale de réassurance peuvent saisir ce bureau central de tarification lorsqu'ils estiment que les conditions dans lesquelles un bien (ou une activité) bénéficie de la garantie prévue de l'article L 125-1 du code des assurances leur paraissent injustifiées eu égard:
- au comportement de l'assuré;
- à l'absence de toute mesure de précaution de nature à réduire la vulnérabilité de ce bien ou de cette activité.

Dans ces deux derniers cas de figure, le bureau central de tarification applique à l'indemnité des abattements spéciaux pour tenir compte des manquements de l'assuré.

'AIDE A L'AUTO DIAGNOSTIC DE VULNERABILITE D'UNE HABITATION

au vu des mesures obligatoires et conseillées du Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI)

PPRi consultable en mairie ou à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude - 105 Bd Barbès – 11838 CARCASSONNE Cédex 9

COMMUNE DE: _____

Nom & prénom de l'occupant: _____

Adresse: _____

□ **Propriétaire occupant** □ **Locataire** □ **Logt individuel** □ **Logt collectif**

□ **Zone agglomérée** □ **Hameau** □ **Ecarts** □ **Exploitation agricole** □ **Autre**

CARACTERISATION DE L'INONDABILITE (PPRI)

Classement PPRI: □ **Ri1** □ **Ri2** □ **Ri3** □ **Ri4**

Côte des Plus Hautes Eaux (PHE) du PPRI: ____ **NGF**
(crue de référence)

Côte du terrain naturel: _____ **NGF**

Avez-vous eu connaissance d'un sinistre inondation ayant touché votre bien?

si oui, hauteur d'eau dans l'habitation: _____ ***cm***
année: _____

CARACTERISATION DE L'HABITATION

Niveaux: □ **sous-sol enterré** □ **sous-sol semi-enterré**
□ **vide sanitaire** □ **cave**
□ **RDC** □ **R+1 ou combles** □ **R+2 ou plus**

Assainissement: □ **individuel** □ **collectif**

Niveau du seuil du RDC / niveau de la rue ou du terrain naturel: _____ **cm**

Niveau de submersion:
□ **sous plancher de référence** ***(RDC ou 1er niveau si sous-sol)***
□ **plinthe** □ **fenêtre** □ **plafond**

Votre habitation respecte-t-elle:

► *les mesures obligatoires du PPRi?*

1 – Votre habitation dispose t-elle d'un espace refuge accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur, permettant la mise en sécurité des personnes en attendant les secours? □ oui □ non □ sans objet

2 – Votre habitation est-elle équipée de batardeaux (hauteur maximum 0,80 m) afin de limiter ou retarder les entrées d 'eau? □ oui □ non

3 – Les cuves et bouteilles d'hydrocarbures sont-elles arrimées? □ oui □ non □ sans objet

4 – Les emprises des piscines, des bassins et des regards existants sont-ils matérialisés afin de ne pas piéger les secours éventuels? □ oui □ non □ sans objet

5 – Les parties inondables et hors d'eau du réseau électrique sont-elles différenciées □ oui □ non

► *les mesures conseillées du PPRi?*

6 – Votre habitation dispose t-elle:

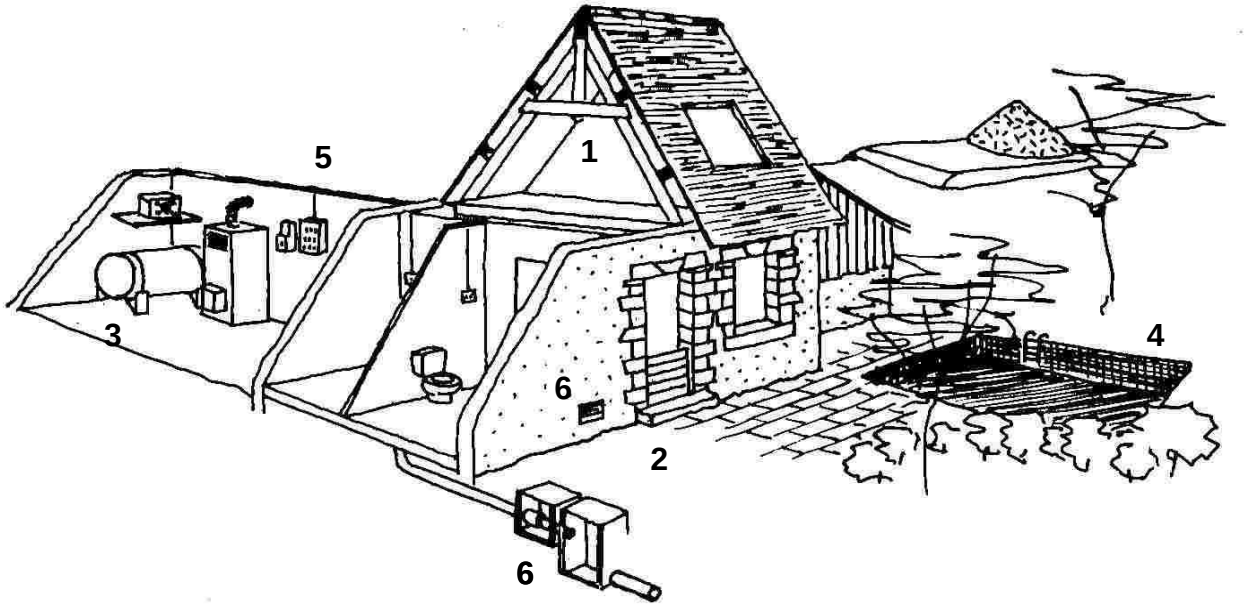
- d'un dispositif d'obturation des trappes d'accès au vide sanitaire □ oui □ non
- **d'un clapet anti-retour d'eaux usées, d'eaux pluviales** □ oui □ non
- **d'un dispositif d'obturation des entrées d'air (situées sous la côte de référence)** □ oui □ non

FICHE D'AIDE A L'AUTO DIAGNOSTIC DE VULNERABILITE D'UNE HABITATION
au vu des mesures obligatoires et conseillées du Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI)

Titre IV du règlement du PPRI « Mesures sur les biens et activités existants »

Conformément à l'article L 562-1 du code de l'environnement, les présentes prescriptions du PPRi doivent faire l'objet d'une mise en conformité dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'opposabilité du PPRi. Leur mise en oeuvre ne s'impose que dans le limite d'un coût fixé à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à cette même date, en application de l'article 5 du décret n° 95-1089 du 05/10/95.

REPRESENTATION SCHEMATIQUE
des mesures obligatoires et conseillées sur les habitations existantes



Dans le cas de travaux sous la côte de référence, dans le bâti existant, ceux-ci ne devront pas conduire à:

- la réalisation des sous-sols creusés en totalité ou en partie sous le niveau du terrain naturel,
- l'utilisation de système à ossature bois (ossature verticale et sols),
- la pose flottante des sols.

DETAIL DES MESURES RENDUES NECESSAIRES AU VU DU DIAGNOSTIC – OBSERVATION:

Conformément à la Loi risques du 30 juillet 2003 et son décret d'application du 12 janvier 2005, les travaux de réduction de vulnérabilité sur le bâti existant rendus obligatoires par un Plan de Prévention des Risques Naturels bénéficient des
aides du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) dit Fonds « Barnier »
Le taux de subvention est de 40 % des dépenses éligibles réalisées sur des biens à usage d'habitation

Profils indiquant les hauteurs d'eau (NGF) pour la crue de référence

Ri1

Ri2

Ri3

Ri4

Ri4p

Rid

Zone d'Urbanisation Continue

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude

Service de Prévention des Risques et Sécurité Routière

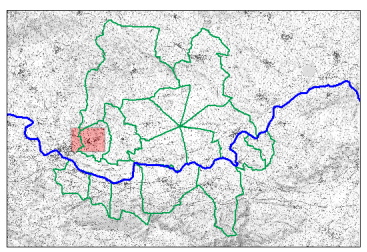
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation

Bassin versant de la moyenne vallée de l'Aude

Commune de Rustiques

CARTOGRAPHIE DU ZONAGE REGLEMENTAIRE



DOCUMENT APPROUVE
Annexé à l'arrêté préfectoral
n° 2013338-0018
en date du 24 décembre 2013

Echelle : 1:2 500

0 50 100
Mètres

Novembre 2013

BRL ingénierie

C. T4 - SERVITUDES DE BALISAGE

Guide méthodologique de numérisation

Servitude T4

Servitude aéronautique de balisage



Crédit photo : Paul Twambley

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE T4

SERVITUDES AERONAUTIQUE DE BALISAGE

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressource et équipements
D - Communications
e) Circulation aérienne

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Pour la protection de la circulation aérienne des aérodromes civils et militaires, des servitudes aéronautiques de balisage, comportant l'obligation de pourvoir certains obstacles ainsi que certains emplacements de dispositifs visuels ou radioélectriques destinés à signaler leur présence aux navigateurs aériens ou à en permettre l'identification ou de supporter l'installation de ces dispositifs, peuvent être instituées.

Les surfaces de balisage sont des surfaces parallèles et se situant 10 mètres (20 mètres pour les obstacles filiformes) en-dessous des-surfaces de dégagement aéronautiques (servitude T5).

Elles proviennent d'une étude d'évaluation d'obstacles faite par les services de la navigation aérienne dans la note explicative jointe à la servitude aéronautique de dégagement.

Une liste non exhaustive comprenant les obstacles repérés en X, Y, Z sur un plan avec un numéro et une couleur (vert végétation, rouge tous les autres obstacles artificiels) est fournie en annexe de la servitude aéronautique de dégagement.

Toutefois, le balisage peut être imposé par rapport aux surfaces aéronautiques de dégagement basées sur les infrastructures existantes.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- Code de l'aviation civile, articles L. 281-1 et R. 241-1 à R. 243-3.

Textes en vigueur :

- Convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 30 septembre 1977 concernant le texte authentique
  quadrilingue de ladite convention ;
- Code des transports L6351-1 ; L6351-6 à L6351-9 ainsi que L6372-8 à L6372-10 ;
- Arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques ;
- Arrêté du 3 septembre 2007 relatif à l'implantation et à la structure des aides pour la navigation aérienne installées à proximité des pistes et des voies de circulation d'aérodromes ;
- Arrêté du 7 décembre 2010 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
- **Les créateurs des catégories suivantes d'aérodromes :** - tous les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, - les aérodromes à usage restreint créés par l'État, - dans des conditions fixées par voie réglementaire, certains aérodromes à usage restreint créés par une personne autre que l'État. - **Les exploitants de ces mêmes aérodromes** (personnes publiques ou privées).	- **les services de l'aviation civile :** - la direction du transport aérien (DTA) à la direction générale de l'aviation civile (DGAC), - les directions inter-régionales de la sécurité de l'aviation civile (DSAC-IR). - **les services de l'aviation militaire.**

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

S'agissant de la procédure d'instauration, de modification ou de suppression de ces servitudes, il convient de se référer à la servitude de type T5 dite « servitude aéronautique de dégagement » qui décrit la procédure d'approbation d'un plan de servitudes aéronautiques de dégagement.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

Les infrastructures telles que prévues pour le stade ultime de développement de l'aérodrome :
- le système de piste(s),
- la (ou les) aire(s) d'approche finale et de décollage à l'usage exclusif d'hélicoptères.

Les aides visuelles le cas échéant.

1.5.2 - Les assiettes

L'assiette des servitudes aéronautiques est constituée par des volumes déterminés par des surfaces virtuelles correspondant à des zones d'altitude donnée au-delà de laquelle la signalisation de tout obstacle est obligatoire.

Ces surfaces sont dites surfaces de balisage aéronautique et sont définies en application des annexes des arrêtés fixant les spécifications techniques pour l'établissement des servitudes aéronautiques, par référence à celles indiquées pour les servitudes aéronautiques de dégagement (servitude T5).

2 - Bases méthodologiques de numérisation

Les servitudes T4 ne sont pas à numériser car elles se déduisent des servitudes T5.
L'assiette de la T4 étant identique à celle de la T5, il est inutile de la re-numériser.

D. T5 - SERVITUDES AÉRONAUTIQUE DE DÉGAGEMENT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE L'AUDE

PREFECTURE DE L'AUDE

Direction de la sécurité de l'aviation civile du Sud-Est

AVIS DE DÉPÔT
DU PLAN DE SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT DE L'AÉRODROME DE CARCASSONNE-SALVAZA

Le public est informé que le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza a été approuvé par arrêté ministériel NOR : *DEVA1529007A* du 29 février 2016. Il a été publié au *Journal officiel* de la République française le 10 mars 2016.

Ce plan est déposé pour être tenu à la disposition du public, pendant les jours et aux heures d'ouverture des bureaux, dans les mairies suivantes du département de l'Aude :

Alairac	Cazilhac	Roullens
Alzonne	Couffoulens	Rustiques
Arzens	Floure	Sainte-Eulalie
Badens	Fontiès-d'Aude	Trèbes
Barbaira	Lavalette	Ventenac-Cabardès
Berriac	Montirat	Villedubert
Bouilhonnac	Montréal	Villegailhenc
Bram	Moussoulens	Villemoustaussou
Carcassonne	Palaja	Villesèquelande
Caux-et-Sauzens	Pennautier	Villesiscle.
Cavanac	Pezens	

Il est également consultable en ligne sur le site internet Géoportail, à l'adresse suivante :

http://www.geoportail.gouv.fr

dans la partie « ville et urbanisme » du catalogue de données.

Le préfet, 25 MAI 2016
Pour le préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Marie-Blanche BERNARD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat

Arrêté du 29 FEV. 2016

portant approbation du plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza (Aude)

NOR : DEVA1529007A

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles R. 241-3 et R. 242-1 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 6350-1 et L. 6351-1 à L. 6351-5 ;

Vu l'arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques ;

Vu le procès-verbal de clôture de la conférence entre les services intéressés en date du 12 mars 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2015 portant ouverture d'une enquête publique préalable à l'établissement du plan de servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza et désignation du commissaire enquêteur ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 9 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza concerne le territoire des communes suivantes :

Article 5

Le préfet de l'Aude est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 29 FEV. 2016

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer,
chargée des relations internationales sur le climat
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur du transport aérien
M. BOREL

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER, EN CHARGE DES RELATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT

Arrêté du 29 février 2016 portant approbation du plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza (Aude)

NOR : *DEVA1529007A*

Par arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat en date du 29 février 2016 :

En application des dispositions de l'article L. 6351-1 du code des transports, des servitudes aéronautiques de dégagement sont approuvées au bénéfice de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza ; ces servitudes aéronautiques affectent le territoire des communes suivantes : Alairac, Alzonne, Arzens, Badens, Barbaira, Berriac, Bouilhonnac, Bram, Carcassonne, Caux-et-Sauzens, Cavanac, Cazilhac, Couffoulens, Floure, Fontiès-d'Aude, Lavalette, Montirat, Montréal, Moussoulens, Palaja, Pennautier, Pezens, Roullens, Rustiques, Sainte-Eulalie, Trèbes, Ventenac-Cabardès, Villedubert, Villegailhenc, Villemoustaussou, Villesèquelande et de Villesiscle, dans le département de l'Aude.

En application de l'article R. 242-1 du code de l'aviation civile, est approuvé le plan de servitudes aéronautiques de dégagement caractérisé par les documents annexés au présent arrêté : un plan d'ensemble A1 n° PSA-A1_SNIA-PEA_LFMK_1 à l'échelle 1/25 000 ; un plan de détails A2 n° PSA-A2_SNIA-PEA_LFMK_1 à l'échelle 1/10 000 ; un plan des zones dégagées d'obstacles (OFZ) A3 n° PSA-A3_SNIA-PEA_LFMK_1 à l'échelle 1/10 000; un plan des adaptations A4 n° PSA-A4_SNIA-PEA_LFMK_1 à l'échelle 1/10 000 ; d'une note annexe (1).

---

(1) Les plans et la note annexe sont déposés à la mairie de chacune des communes sur le territoire desquelles sont assises les servitudes, conformément aux dispositions de l'article D. 242-6 du code de l'aviation civile.

Maîtrise d'ouvrage

Ministère
de l'Environnement,
de l'Energie
et de la Mer

Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile sud-est

Aérodrome de CARCASSONNE - SALVAZA

PLAN DES SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT

B - NOTE ANNEXE

Maîtrise d'œuvre

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Département Programmation Environnement Aménagement
Siège : 82, rue des Pyrénées – 75970 PARIS cedex 20
Site Méditerranée : 1 rue Vincent Auriol – 13617 AIX EN PROVENCE cedex 1

Vérifié par le chef du bureau Environnement Aménagement	Proposé par le chef du département Programmation Environnement Aménagement	Présenté par le directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Aix, le 29 Septembre 2015	Paris, le 29 Septembre 2015	Paris, le 29 Septembre 2015
JC CARBONNIERES	J. BYE	A. LASLAZ
Approuvé par arrêté ministériel en date du 29 Février 2016		

SOMMAIRE

1 - NOTICE EXPLICATIVE 2

I - GENERALITES SUR LES SERVITUDES AERONAUTIQUES 2

I.1 - OBJET ET PROCEDURE 2
I.2 - BASES REGLEMENTAIRES 2
I.3 - CARACTERISTIQUES PRISES EN COMPTE POUR L'ETABLISSEMENT DES SERVITUDES 3
I.4 - FORME GENERALE DES SERVITUDES 3
I.5 - APPLICATION DES SERVITUDES 4
I.5.1 - Obstacles fixes 4
I.5.2 - Obstacles mobiles 4
I.5.3 - Balisage des obstacles 4

II - SERVITUDES AERONAUTIQUES DE L'AERODROME DE CARCASSONNE SALVAZA 6

II.1 - PREAMBULE 6
II.2 - PLAN DE SITUATION 6
II.3 - CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DES INFRASTRUCTURES 7
II.3.1 - Caractéristiques géométriques 7
II.3.2 - Chiffre de code 7
II.3.3 - Mode d'exploitation des pistes 8
II.4 - SURFACES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT 8
II.4.1 - Périmètre d'appui 8
II.4.2 - Trouées d'atterrissage et de décollage 8
II.4.3 - Surfaces latérales 11
II.4.4 - Surface horizontale intérieure 11
II.4.5 - Surface conique 12
II.4.6 - Adaptations des surfaces 12
II.5 - SURFACES ASSOCIEES AUX APPROCHES DE PRECISION (OFZ) 14
II.6 - SURFACES APPLICABLES POUR LES AIDES VISUELLES 16
II.6.1 - Surface dégagée d'obstacles (OCS) des indicateurs visuels de pente d'approche 16
II.7 - DISPOSITIONS PARTICULIERES 17
II.8 - ASSIETTE DES DEGAGEMENTS 17
II.8.1 - Aire de dégagement et limites des communes sous servitudes 17
II.8.2 - Communes concernées par les servitudes aéronautiques 17

2 - MISE EN APPLICATION DU PSA 20

I - LISTE DES OBSTACLES DEPASSANT LES COTES LIMITES (REPERAGE SUR PLAN A1 ET A2) 20

II - TRAITEMENT DES OBSTACLES 22

II.1 - OBSTACLES EXISTANTS 22
II.2 - OBSTACLES A VENIR 22

3 - ETAT DES BORNES DE REPERAGE D'AXE ET DE CALAGE 23

1 - NOTICE EXPLICATIVE

I - GENERALITES SUR LES SERVITUDES AERONAUTIQUES

I.1 - OBJET ET PROCEDURE

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) de dégagement a pour but de protéger la circulation aérienne contre tout obstacle dangereux situé dans l'emprise ou aux abords d'un aérodrome, de manière à garantir la sécurité de l'espace aérien nécessaire aux processus d'approche finale et de décollage des avions, mais aussi de préserver le développement à long terme de la plate-forme. Il détermine, tenant compte du relief naturel du terrain, les zones frappées de servitudes aéronautiques, ainsi que les cotes maximales à ne pas dépasser, définies à partir de l'utilisation de surfaces de limitation d'obstacles, appelées les servitudes aéronautiques de dégagement, et au-dessus desquelles l'espace doit toujours être libre d'obstacle.

De plus, ce plan identifie et positionne, dans le volume aéronautique couvrant l'aérodrome, tous les obstacles naturels ou non perçant les surfaces de dégagement afin que ceux-ci soient diminués, supprimés ou balisés en référence aux limites altimétriques des servitudes appliquées.

Le dossier des servitudes aéronautiques de dégagement (plans + note annexe) fait l'objet d'une procédure d'instruction locale (conférence entre services et collectivités intéressées, suivie d'une enquête publique). Il est ensuite approuvé par arrêté ministériel ou par décret en Conseil d'État.

Le plan de servitudes aéronautiques est alors déposé à la mairie de chaque commune frappée par lesdites servitudes pour être annexé au plan local d'urbanisme (PLU). Ce document est dès lors juridiquement opposable aux tiers. Il permet de demander une limitation de hauteur des obstacles perçant les servitudes et la suppression de ceux qui sont dangereux pour la navigation aérienne aux abords de l'aérodrome.

Le PSA permet également de définir tous les obstacles devant être balisés. Cependant, l'obligation de balisage des obstacles reste à l'appréciation des services de l'aviation civile.

I.2 - BASES REGLEMENTAIRES

Les servitudes aéronautiques de dégagement sont établies en application :

- du code des transports, en particulier des articles L 6350-1 à L 6351-5,
- du code de l'aviation civile, en particulier des articles R 241-3 à R 242-1 et des articles D 241-4 à D 242-14, puis D 243-7.
- de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

I.3 - CARACTERISTIQUES PRISES EN COMPTE POUR L'ETABLISSEMENT DES SERVITUDES

Les spécifications techniques des servitudes aéronautiques de dégagement, fixées par l'arrêté interministériel du 7 juin 2007 modifié, sont définies à partir des caractéristiques suivantes :

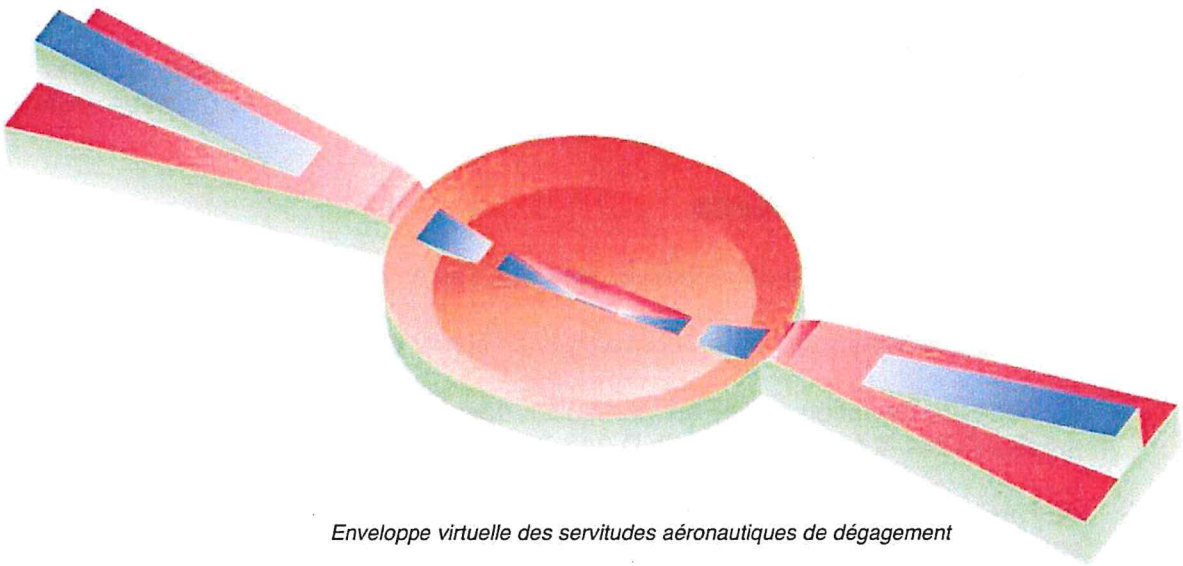
- les caractéristiques géométriques du système de pistes de l'aérodrome dans son stade ultime de développement,
- le code de référence attribué à chacune des pistes de l'aérodrome concerné (cette codification est définie par l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe),
- les procédures d'approche, d'atterrissage et de décollage (approche à vue de jour, de jour et de nuit, classique, de précision …),,
- les aides visuelles,
- les éventuels obstacles préexistants nécessitant des adaptations des surfaces.

Lorsque plusieurs des spécifications techniques déterminées par cette réglementation s'appliquent en un même point, la spécification la plus contraignante est prise en considération.

I.4 - FORME GENERALE DES SERVITUDES

Les servitudes aéronautiques sont constituées par diverses surfaces géométriques dont la forme générale figure sur la vue en perspective ci-dessous.

Le périmètre d'appui est le périmètre de la plus petite surface au sol contenant l'ensemble des bords intérieurs des trouées de décollage et d'atterrissage et des lignes d'appui des surfaces latérales et incluant les éventuels raccords rectilignes.



Enveloppe virtuelle des servitudes aéronautiques de dégagement

I.5 - APPLICATION DES SERVITUDES

Les plans des servitudes aéronautiques de dégagement déterminent les altitudes que doivent respecter les constructions ou obstacles de toute nature.

I.5.1 - Obstacles fixes

Les obstacles fixes font l'objet d'une distinction entre obstacles massifs, obstacles minces et obstacles filiformes de la manière suivante :

- Les obstacles massifs sont constitués par les éminences du terrain naturel, les bâtiments, les forêts, etc.,
- Les obstacles minces sont constitués par les pylônes, les cheminées, les antennes, etc. (dont la hauteur est très supérieure aux dimensions horizontales),
- Les obstacles filiformes sont constitués par les lignes électriques, les lignes téléphoniques, les caténaires, les câbles de téléphériques, etc.

I.5.2 - Obstacles mobiles

Les règles relatives aux obstacles mobiles ne s'appliquent qu'aux obstacles en dehors de l'emprise aéroportuaire.

Chacune des voies sur lesquelles se déplacent des obstacles canalisés est considérée comme constituant un obstacle massif dont la hauteur est celle du gabarit qui lui est attaché.

- autoroutes : gabarit de 4,75 m
- routes de trafic international : gabarit de 4,50 m
- autres voies routières : gabarit de 4,30 m
- voies ferrées non électrifiées : gabarit de 4,80 m
- voies navigables : gabarit de 3,70 m à 7 m suivant le type de voies.

Le gabarit s'appliquant à chaque type de voie est majoré de 2 m sur les tronçons couverts par une trouée.

I.5.3 - Balisage des obstacles

Le balisage des obstacles a pour objectif de signaler la présence d'un danger. Il ne supprime pas le danger lui-même.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié, l'obligation du balisage peut être imposée sur les portions de sol situées au-dessous des surfaces de dégagement d'un aérodrome, telles que définies dans l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe.

Les obstacles à baliser sont donc déterminés par rapport aux surfaces de dégagements aéronautiques basées sur les infrastructures existantes et il n'est pas nécessaire de

disposer d'un PSA approuvé, basé sur le stade ultime de développement de l'aérodrome, pour imposer ce balisage.

La nécessité de baliser un obstacle est appréciée par la direction de la sécurité de l'aviation civile interrégionale (DSAC-IR) territorialement compétente et doit faire systématiquement l'objet d'une étude particulière.

Cette étude est réalisée afin de déterminer les obstacles à baliser soit de jour ou de nuit, soit de jour et de nuit. Les obstacles sont pris en considération avec leur hauteur réelle.

Les obstacles concernés sont ceux dont la côte sommitale est située au-dessus des surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de balisage. La marge de sécurité appliquée pour déterminer ces surfaces de balisage est définie suivant la classe de l'obstacle considéré (voir tableau suivant).

Application de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié relatif aux servitudes aéronautiques BALISAGE DES OBSTACLES (Annexe VII)	
Classe des obstacles fixes	Si le sommet de l'obstacle se trouve au-dessus des surfaces de balisage, elles-mêmes situées :
Massif ou mince	**10 m** en-dessous des surfaces de dégagements
Filiforme	**20 m** en-dessous des surfaces de dégagements

II - SERVITUDES AERONAUTIQUES DE L'AERODROME DE CARCASSONNE-SALVAZA

II.1 - PREAMBULE

L'aérodrome n'est pas protégé actuellement par un plan de servitudes aéronautiques.

L'infrastructure aéronautique actuelle de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza est la suivante :

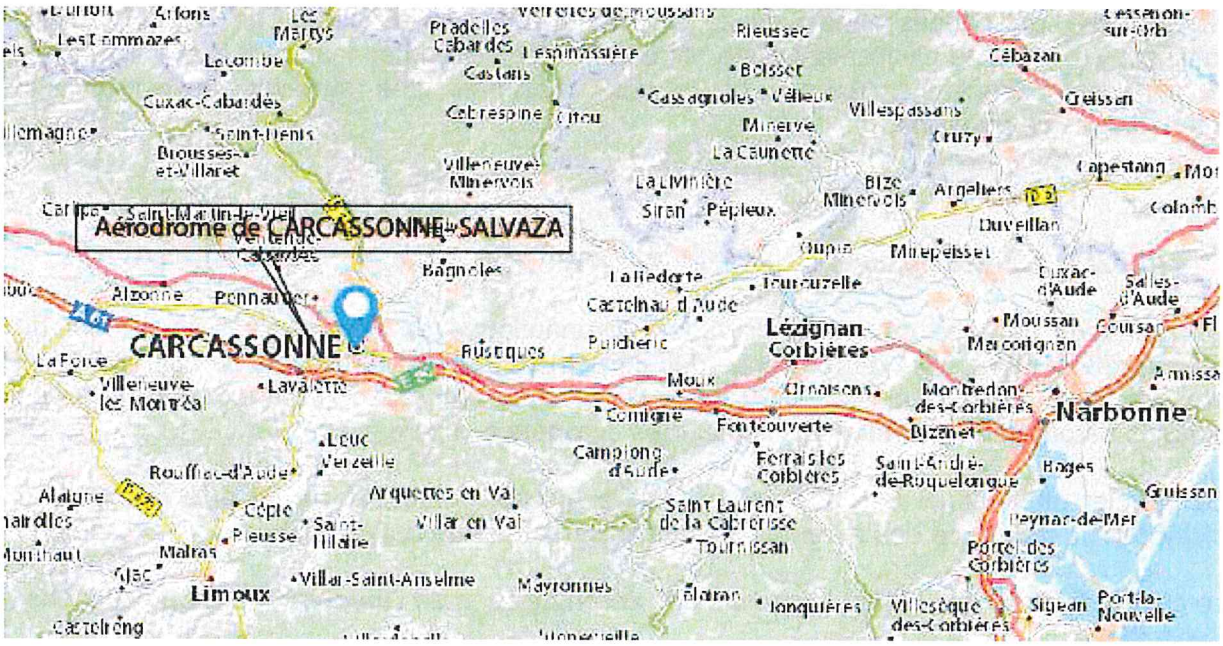
- piste revêtue (10/28), orientée 098°/ 278° de 205 0 mètres de long x 45 mètres de large, comportant :
  - un seuil décalé de 98 m au QFU 10 (mouvements face à l'est),
  - un seuil décalé de 151 m au QFU 28 (mouvements face à l'ouest),
  - un prolongement dégagé de 100 m au QFU 10 (extrémité 28),
  - un prolongement dégagé de 60 m au QFU 28 (extrémité 10),

- piste non revêtue (10/28) orientée 098°/ 278°, pa rallèle à la piste revêtue, de 794 m de long x 50 m de large.

Ce dossier de servitudes aéronautiques prend en compte les caractéristiques géométriques du système de pistes et les procédures d'approche, de décollage et d'atterrissage déterminées pour le stade ultime de développement de l'aérodrome et précisées au § II.3.

Il est établi suivant les spécifications techniques fixées par l'arrêté interministériel du 7 juin 2007 modifié.

II.2 - PLAN DE SITUATION



II.3 - CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DES INFRASTRUCTURES

II.3.1 - Caractéristiques géométriques

- **Système de pistes**

Les orientations et dimensions des pistes de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza prises en compte dans son **stade ultime** de développement sont les suivantes :

- piste revêtue (10/28), orientée 098° / 278° de 20 50 mètres de long x 45 mètres de large, comportant :
  - un seuil décalé de 98 m au QFU 10,
  - un seuil décalé de 151 m au QFU 28,
  - un prolongement dégagé de 100 m au QFU 10 (extrémité 28),
  - un prolongement dégagé de 60 m (*) au QFU 28 (extrémité 10),
  - piste avions non revêtue (10/28) orientée 098° / 2 78°, parallèle à la piste revêtue, de 794 m de long x 50 m de large.

(*) Ce prolongement dégagé n'a pas d'incidence sur le tracé des servitudes de dégagement.

Ces caractéristiques sont précisées sur le schéma du paragraphe 3 - Etat des bornes de repérage d'axe et de calage.

- **Altitude de référence**

L'altitude de référence de l'aérodrome est le point le plus élevé de la surface de la piste utilisée pour l'atterrissage.

L'aérodrome de Carcassonne-Salvaza a une altitude de référence de **132.15 m NGF** (altitude rapportée au nivellement général de la France). Elle intervient pour fixer l'altitude de la surface horizontale intérieure et la cote maximale des surfaces associées aux atterrissages de précision.

II.3.2 - Chiffre de code

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement dépendent du premier élément du code de référence des infrastructures de l'aérodrome tel qu'il est défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe.

Le premier élément de ce code est un chiffre qui est déterminé par la plus grande des distances de référence des aéronefs auxquels l'infrastructure est destinée.

Le chiffre de code établissant les servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza est :

- 4 pour la piste revêtue,
- 1 pour la piste en herbe.

II.3.3 - Mode d'exploitation des pistes

Le mode d'exploitation de chaque piste détermine, en fonction du chiffre de code, les caractéristiques des servitudes aéronautiques de dégagement.

Le mode d'exploitation des pistes de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza, pris en compte dans son **stade ultime** de développement, est le suivant :

La piste revêtue (10/28) est exploitée de la façon suivante :
- seuil 10 : approche de précision de catégorie I,
- seuil 28 : approche à vue.

La piste en herbe (10/28) est exploitée à vue :
- seuil 10 : approche à vue,
- seuil 28 : approche à vue.

II.4 - SURFACES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT

Les surfaces de base utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Carcassonne-Salvaza sont établies pour le stade ultime de développement à partir des spécifications techniques définies à l'annexe I de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié et précisées ci-dessous.

Ces surfaces correspondent, lorsque les caractéristiques physiques prises en compte ne diffèrent pas du stade actuel, aux surfaces de dégagement aéronautique ou surfaces de limitation d'obstacles (OLS) citées dans l'arrêté du 14 mars 2007 modifiant l'arrêté du 28 août 2003 relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes, et définies par l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe.

II.4.1 - Périmètre d'appui

Le périmètre d'appui est le périmètre de la plus petite surface au sol contenant l'ensemble des bords intérieurs des trouées de décollage et d'atterrissage et des lignes d'appui des surfaces latérales et incluant les éventuels raccords rectilignes.

- piste principale revêtue : périmètre de 2210 mètres de longueur ; largeur variable 300 m sur 1921 m et 180 m sur 289 m.

- piste non revêtue : périmètre de 794 mètres x 60 mètres

II.4.2 - Trouées d'atterrissage et de décollage

Chaque surface de trouée est définie par une largeur à l'origine (bord intérieur), une cote altimétrique à l'origine en mètres NGF, un évasement, une pente et une longueur maximale.

La piste 28 est exploitée à vue de jour et de nuit avec un indicateur de pente d'approche (PAPI). La protection associée est l'approche classique.
La piste 10 est exploitée avec approches de précision de catégorie I.

Les caractéristiques des trouées de l'aérodrome sont les suivantes :

Piste revêtue 10/28

Trouées d'atterrissage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Atterrissage QFU 10	**Atterrissage QFU 28**
- Type d'approche	De précision (catégorie I)	Classique
- Chiffre de code	4	4
- Distance au seuil	60 m	60 m
- Largeur à l'origine	300 m	300 m
- Divergence	15 %	15 %
- Cote à l'origine	132.15 m NGF	123.47 m NGF
- Longueur 1ère section	3 000 m	3 000 m
- Pente 1ère section	2 %	2 %
- Pente 2ème section	2.5 %	2.5 %
- Longueur de la 2ème section	3600 m	3600 m
- Cote 3ème section (pente nulle)	282.15 m NGF	273.47 m NGF
- Longueur totale	15 000 m	15 000 m

Trouées de décollage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Décollage QFU 28 (trouée du côté du seuil 10)	**Décollage QFU 10** (trouée du côté du seuil 28)
- Chiffre de code	4	4
- Distance à l'extrémité de la piste	60 m	100 m
- Largeur à l'origine	180 m	180 m
- Largeur finale	1 200 m	1 200 m
- Divergence	12.5 %	12.5 %
- Cote à l'origine	131.37 m NGF	122.59 m NGF
- Pente	2 %	2 %
- Longueur totale	15 000 m	15 000 m

Piste non revêtue (10/28)

Trouées d'atterrissage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Atterrissage QFU 10	**Atterrissage QFU 28**
- Type d'approche	A Vue	A Vue
- Chiffre de code	1	1
- Distance au seuil	0 m	0 m
- Largeur à l'origine	60 m	60 m
- Divergence	10 %	10 %
- Cote à l'origine	127.18 m NGF	123.64 m NGF
- Pente	5 %	5 %
- Longueur	1 600 m	1 600 m

Trouées de décollage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Décollage QFU 28 (trouée du côté du seuil 10)	**Décollage QFU 10** (trouée du côté du seuil 28)
- Chiffre de code	1	1
- Distance à l'extrémité de la piste	0 m	0 m
- Largeur à l'origine	60 m	60 m
- Largeur finale	280 m	280 m
- Divergence	10 %	10 %
- Cote à l'origine	127.18 m NGF	123.64 m NGF
- Pente	5 %	5 %
- Longueur totale	1 600 m	1 600 m

II.4.3 - Surfaces latérales

Les surfaces latérales ont une pente de 14.3 % pour la piste revêtue.

Les surfaces latérales ont une pente de 20 % pour la piste non revêtue.

NB : les surfaces latérales associées à chaque seuil d'atterrissage sont prolongées le long de leurs lignes d'appui, dans le sens de l'atterrissage, jusqu'à l'extrémité de la distance d'atterrissage utilisable, définie comme la longueur de piste déclarée comme étant utilisable et convenant pour le roulement d'un avion à l'atterrissage.

II.4.4 - Surface horizontale intérieure

La surface horizontale intérieure, dont la cote NGF est fixée à 45 mètres au-dessus de l'altitude de référence de l'aérodrome, s'élève à 177.15 mètres NGF.

Elle est délimitée, pour chacune des pistes, par deux demi-circonférences horizontales, centrées chacune par rapport à l'origine des trouées d'atterrissage (milieu du bord intérieur), de rayon :

- 4 000 mètres pour la piste revêtue
- 2 000 mètres pour la piste non revêtue

et par les tangentes communes à ces deux circonférences.

II.4.5 - Surface conique

La surface conique a une pente de 5 % et s'élève, à partir du bord extérieur de la surface horizontale intérieure, jusqu'à une hauteur de :

- 100 mètres pour la piste revêtue, soit une cote maximale de 277.15 m NGF
- 35 mètres pour la piste non revêtue, soit une cote maximale de 212.15 m NGF

II.4.6 - Adaptations des surfaces

Lorsque des obstacles préexistants font saillie au-dessus des surfaces aéronautiques de dégagement définies à l'annexe 1 de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié et qu'il s'avère impossible de les supprimer, ces obstacles sont qualifiés d'irrémédiables et ces surfaces font l'objet d'adaptations.

Ces adaptations s'appuient sur une étude d'évaluation des obstacles spécifique au type d'exploitation envisagée, jointe au présent dossier.

Les adaptations des surfaces décrites ci-après figurent sur les plans d'ensemble (A1) et de détails (A2). Toutes les cotes nécessaires à leur construction sont indiquées sur le plan de cotation des adaptations (A4).

Adaptations ponctuelles (obstacles acceptés)

Les adaptations ponctuelles sont représentées par le symbole ▲ *.(triangle de couleur rouge sur les plans)* pour les obstacles artificiels et le symbole ▲ *(triangle de couleur verte sur les plans)* pour les obstacles naturels (végétation).

Adaptations globales

a/ L'adaptation sur les communes de Caux et Sauzens, Alairac et Lavalette concerne la surface horizontale intérieure ; elle comporte les éléments suivants :

partie horizontale fixée à l'altitude de **200,00 m NGF** venant se raccorder à l'ouest sur la surface conique

Les surfaces de rattrapage à la surface horizontale des servitudes aéronautiques (177.15 m) ont une pente de 20%.

b/ L'adaptation sur la commune de Caux et Sauzens concerne la surface horizontale intérieure ; elle comporte les éléments suivants :

- partie horizontale fixée à l'altitude de **195,00 m**

Les surfaces de rattrapage à la surface horizontale des servitudes aéronautiques (177.15 m) ont une pente de 20%.

c/ Les deux adaptations sur la commune de Lavalette concernent la surface horizontale intérieure ; elles comportent les éléments suivants :

- partie horizontale fixée à l'altitude de **200,00 m NGF**

Les surfaces de rattrapage à la surface horizontale des servitudes aéronautiques (177.15 m) ont une pente de 40%.

d/ L'adaptation sur les communes de Lavalette et Roullens concerne la surface conique et la surface horizontale intérieure ; elle comporte les éléments suivants :

- partie horizontale fixée à l'altitude de **210,00 m NGF** .

Les surfaces de rattrapage ont une pente de 20%.

e/ L'adaptation sur la commune d'Alairac concerne la surface conique et comporte les éléments suivants :

- Partie horizontale fixée à l'altitude de **280,00 m NGF**.

Les surfaces de rattrapage ont une pente de 40%.

f/ L'adaptation sur la commune de Carcassonne située au droit de la surface horizontale intérieure comporte les éléments suivants :

- Partie horizontale fixée à l'altitude de **200,00 m NGF** .surmontée par une antenne à la cote à 210 m NGF(identifiée sous le n°26: obstacle accepté).

Les surfaces de rattrapage ont une pente de 20%.

g/ L'adaptation sur la commune de Carcassonne située au droit de la surface conique au sud de l'autoroute des Deux Mers comporte les éléments suivants :

- Partie horizontale fixée à l'altitude de **200,00 m NGF**

Les surfaces de rattrapage ont une pente de 20%.

h/ L'adaptation sur la commune de Carcassonne située au droit de la surface conique au nord de l'autoroute des Deux Mers comporte les éléments suivants :

- Partie horizontale fixée à l'altitude de **245,00 m NGF**

Les surfaces de rattrapage ont une pente de 20%.

i/ L'adaptation sur la commune de Carcassonne située au droit de la surface conique correspond en premier lieu à la présence de deux lignes électriques haute tension et comporte les éléments suivants :

- Partie sommitale plane inclinée variant entre les altitudes suivantes : **261 m, 276 m et 265 m NGF**. Ces altitudes prennent en compte une marge de 10 m entre le sommet des pylônes de ces lignes haute tension et la surface adaptée.
  Cette adaptation englobe également des antennes (dont la plus haute se trouve à la cote 266 m) et la végétation se trouvant entre les cotes 233 et 237m NGF.

Les surfaces de rattrapage ont une pente de 40%.

NB : Il est précisé que ces adaptations des surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome ne modifient en rien les servitudes aéronautiques de balisage.

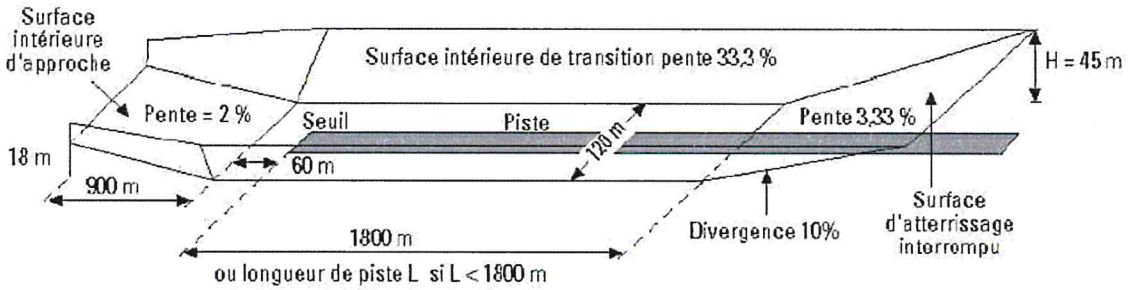
II.5 - SURFACES ASSOCIEES AUX APPROCHES DE PRECISION (OFZ)

Les surfaces OFZ (obstacle free zone – zone dégagée d'obstacles) sont associées au seuil 10 de la piste revêtue exploitée aux instruments avec approche de précision, de catégorie I. Elles définissent un volume d'espace aérien devant impérativement être libre de tout obstacle.

Ce volume spécifique (OFZ) est formé des surfaces suivantes :

- la surface intérieure d'approche,
- les surfaces intérieures de transition,
- la surface d'atterrissage interrompu.

Schéma représentatif des OFZ



Surfaces liées aux zones dégagées d'obstacles (OFZ) pour les pistes avec approche de précision de catégorie I, II ou III et de chiffre de code 3 ou 4.

Ces surfaces s'élèvent à partir des altitudes de la piste jusqu'à la côte maximale de 177.15 mètres NGF, située 45 mètres au-dessus de l'altitude de référence définie précédemment, excepté pour la surface intérieure d'approche.

Les caractéristiques techniques des surfaces OFZ sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Piste exploitée aux instruments - Chiffre de code : 4	
QFU	**10**
Approche de précision - catégorie	Cat. I
Surface intérieure d'approche	
Longueur du bord intérieur	120 m
Distance au seuil	60 m
Cote à l'origine	132.15 m NGF
Longueur	900 m
Pente	2 %
Surfaces intérieures de transition	
Pente	33.3 %
Surface d'atterrissage interrompu	
Longueur du bord intérieur	120 m
Distance au seuil	1 800 m
Cote à l'origine	124.12 m NGF
Divergence	10 %
Pente	3.33 %

Les surfaces OFZ sont représentées sur le plan A3 au 1/10 000ème joint à la présente note annexe.

II.6 - SURFACES APPLICABLES POUR LES AIDES VISUELLES

Les surfaces applicables pour les aides visuelles sont protégées par une surface « OCS » non représentée (voir ci-après).

II.6.1 - Surface dégagée d'obstacles (OCS) des indicateurs visuels de pente d'approche

L'indicateur visuel de pente d'approche (PAPI) au seuil 28 est protégé par une surface OCS (obstacle clearance surface – surface dégagée d'obstacles).

Les caractéristiques de cette surface sont les suivantes :

Piste principale	
SEUIL	**28**
Pente du PAPI	4°(7 %)
Cote à l'origine	123.47 m NGF
Largeur à l'origine	300 m
Distance au seuil	60 m
Divergence	15 %
Longueur totale (*)	15 000 m
Pente de l'OCS (pente du PAPI – 1,07 °)	2°93 (5.12 %)

(*) longueur de la section rectiligne de la trouée d'atterrissage associée.

La surface OCS de ce « Papi » étant totalement protégée par la trouée d'atterrissage associée (et la surface horizontale intérieure) elle n'est donc pas représentée sur les plans joints.

II.7 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Néant.

II.8 - ASSIETTE DES DEGAGEMENTS

II.8.1 - Aire de dégagement et limites des communes sous servitudes

Les schémas ci-après précisent l'emprise des surfaces des servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome ainsi que les limites des communes concernées par les servitudes aéronautiques.

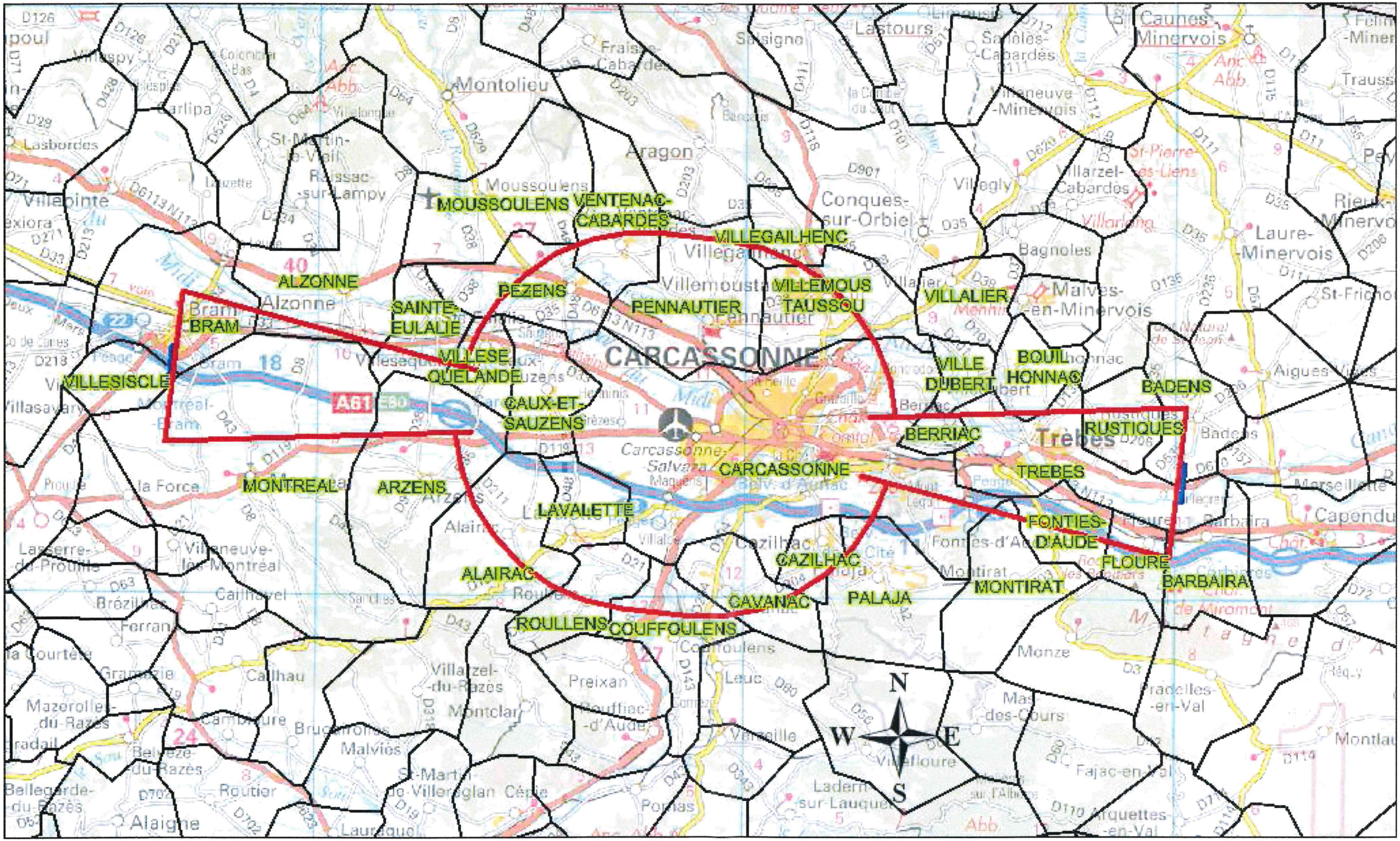
II.8.2 - Communes concernées par les servitudes aéronautiques

Les communes comprises dans l'enveloppe des servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Carcassonne sont les suivantes :

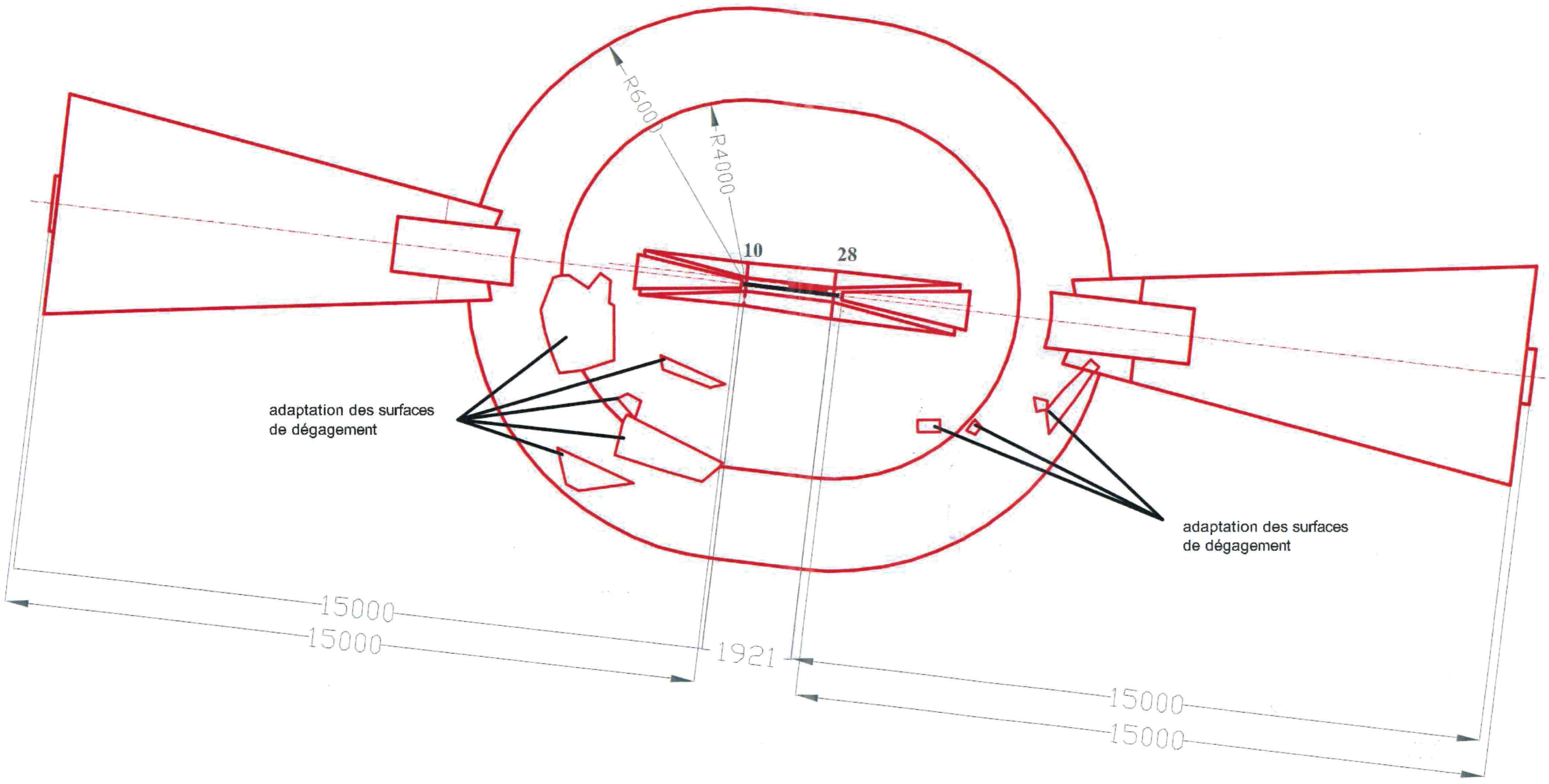
Département de l'Aude – Communes de :

ALAIRAC	MONTIRAT
ALZONNE	MONTREAL
ARZENS	MOUSSOULENS
BADENS	PALAJA
BARBAIRA	PENNAUTIER
BERRIAC	PEZENS
BOUILHONNAC	ROULLENS
BRAM	RUSTIQUES
CARCASSONNE	SAINTE-EULALIE
CAUX-ET-SAUZENS	TREBES
CAVANAC	VENTENAC-CABARDES
CAZILHAC	VILLEDUBERT
COUFFOULENS	VILLEGAILHENC
FLOURE	VILLEMOUSTAUSSOU
FONTIES-D'AUDE	VILLESEQUELANDE
LAVALETTE	VILLESISCLE

Enveloppe des dégagements



Croquis des surfaces de dégagement



2 - MISE EN APPLICATION DU PSA

I - LISTE DES OBSTACLES DEPASSANT LES COTES LIMITES (REPERAGE SUR PLAN A1 ET A2)

La liste ci-dessous est non limitative et donnée à titre indicatif (article D.242-3 du code de l'aviation civile).

Nature de l'obstacle Massif : **Bâtiment, arbre, colline ...** Mince : **Pylône, antenne, cheminée, éolienne,arbre isolé, etc ...** Filiforme : **ligne électrique, PTT, ou câble de toute nature**	Altitude de l'obstacle à son sommet (CST) (en mètres)	Hauteur de dépassement (en mètres)	Nom de la Commune
Piste principale (10/28) -Trouée Ouest : 1000 premiers mètres des trouées			
1 – ligne électrique MT isolée	121.29 à 130.66 m	Sans objet	Carcassonne
2 – bâti	143,55 m	2.13 m	Carcassonne
3 – arbres	*144.7 à 146.28 m*	*2.06 à 3.41*	*Carcassonne*
4 – haie d'arbres	*146.13 à 149.32*	*0.37 à 2.52*	*Carcassonne*
Piste principale (10/28) -Trouée Est : 1000 premiers mètres des trouées			
5 – bâti	127.71 m	0.20 m	Carcassonne
6 – arbre	*130.74 m*	*3.88 m*	*Carcassonne*
7 – ligne électrique MT isolée	*95.93 à 129.08 m*	*0 à 1.49 m*	*Carcassonne*
8 – arbre	136.22 m	0.13 m	Carcassonne
Piste principale (10/28) – Trouée Ouest			
9 – arbres	*155.05 à 155.57 m*	*1.67 à 3.35 m*	*Carcassonne*
10 – arbres	*156.4 à 158.75 m*	*1.39 à 2.37 m*	*Carcassonne*
Piste principale (10/28) – surfaces latérales emprise aérodrome			
11 – ligne électrique MT isolée	140.36 à 146 m	Sans objet	Carcassonne
12 – arbres	*142.02 à 142.7 m*	*1.22 à 1.57 m*	*Carcassonne*
13 – arbres	*142.73 à 147.32 m*	*1.92 à 11.02 m*	*Carcassonne*
14 – bâti, arbres, poteau électrique	138.11 /137.37 à 140.09 / 141.41 m	4.65 m / 1.01 à 7.54 m / 9.51 m	Carcassonne
15 – arbre	149.67 m	5.03 m	Carcassonne
16 – bâti, arbre	137.32 et 140.06m	3.87 et 0.83 m	Carcassonne
17 – bâti	144.45 m	12.88 m	Carcassonne
18 – bâti, arbre	137.86 et 138.67m	0.65 et 0.2 m	Carcassonne
19 – arbres	*139.2 à 141.97 m*	*0.83 à 5.26 m*	*Carcassonne*
20 – arbres isolés	*131.19 à 134.72 m*	*Sans objet*	*Carcassonne*
Piste principale (10/28) – surfaces latérales hors emprise aérodrome			
21 – petite forêt	*141.93 à 152.12 m*	*0.70 à 3.02 m*	*Carcassonne*

Nature de l'obstacle Massif : **Bâtiment, arbre, colline …** Mince : **Pylône, antenne, cheminée, éolienne, arbre isolé …** Filiforme : **ligne électrique, PTT, ou câble de toute nature**	Altitude de l'obstacle à son sommet (CST) (en mètres)	Mesure de la hauteur de dépassement (en mètres)	Nom de la Commune
Piste principale (10/28) – Surface horizontale			
22 – antenne isolée	184.83 m	7.68 m	Pennautier
23 – antenne	169.91 m	7.24 m	Carcassonne
24 – antenne	167.44 m	9.71 m	Carcassonne
25 – arbres isolés	168.36 à 168.77 m	1.19 à 1.61 m	Carcassonne
26 – antenne	210.02 m	32.87 m	Carcassonne
27 – arbres	182.28 à 183.88 m	5.13 à 6.7 m	Lavalette
28 – arbre isolé	177.84 m	0.69 m	Lavalette
29 – ligne électrique HT isolée	167.65 à 175.15 m	Sans objet	Caux et Sauzens/ Carcassonne
Piste principale (10/28) – Surface conique			
30 – antenne isolée	222.55 m	22.37 m	Caux et Sauzens
31 – bâti dur	180.10 m	0.26 m	Carcassonne

Les obstacles n° 3, 4, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 19 et 2 1 feront l'objet d'un traitement comme indiqué au paragraphe II.1. Les autres obstacles sont acceptés.

II - TRAITEMENT DES OBSTACLES

II.1 - OBSTACLES EXISTANTS

Les obstacles existants, dépassant les cotes limites autorisées des surfaces, le cas échéant adaptées, utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement, sont frappés de servitudes et appelés à être supprimés ou à être mis en conformité avec le plan de servitudes aéronautiques de dégagement qui protège l'aérodrome.

La mise en conformité de l'obstacle par rapport au plan de servitudes aéronautiques approuvé peut être immédiate ou entreprise au fur et à mesure des besoins et des nécessités.

Les modalités d'application des servitudes aéronautiques sont précisées dans les articles :

- L 6351-2 à 5 du code des transports,
- R 242-1 et D 242-6 à 14 du code de l'aviation civile.

Les articles D 242-11 et 12 concernent en particulier la suppression ou la modification des obstacles dépassant les cotes limites.

II.2 - OBSTACLES A VENIR

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) est rendu exécutoire par le décret en Conseil d'Etat ou par l'arrêté ministériel qui l'approuve.

En conséquence, il s'applique à tout obstacle à venir : bâtiment, installation, plantation, etc.

S'il existe un plan local d'urbanisme (PLU) dans les communes concernées, le plan des servitudes aéronautiques lui est annexé.

S'il n'existe pas de PLU, le plan de servitudes aéronautiques s'impose à toute demande de réalisation de projet de nature à constituer un obstacle.

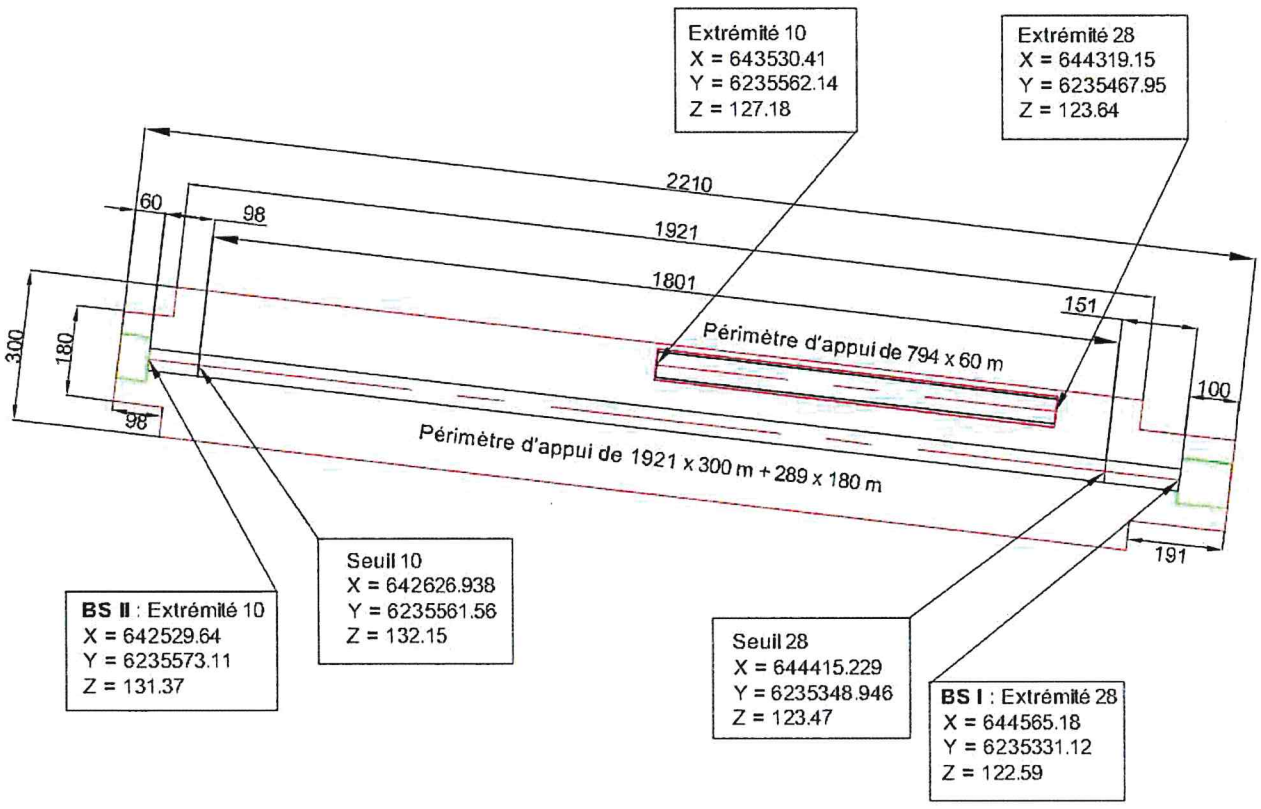
3 - ETAT DES BORNES DE REPERAGE D'AXE ET DE CALAGE

Les coordonnées x et y des bornes sont repérées dans le système géodésique WGS 84 (RGF 93 projection Lambert 93).

Les altitudes z sont rapportées au nivellement général de la France IGN 69 (NGF).

Les distances sont exprimées en mètres et calculées à partir des coordonnées des points d'infrastructure du système de pistes : projection planimétrique Lambert 93.

Schéma



E. T7 - SERVITUDES AÉRONAUTIQUE À L'EXTÉRIEUR DES ZONES DE DÉGAGEMENT

SERVITUDE T7

****

SERVITUDE AERONAUTIQUE A L'EXTERIEUR DES ZONES DE DEGAGEMENT CONCERNANT DES INSTALLATIONS PARTICULIERES

****

1 - GENERALITES

Législation

- Code des transports : L6352-1
- Code de l'aviation civile : article R.244-1 et articles D.244-2 à D.244-4
- Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation.

Définition

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense.

****

Cette servitude s'applique à tout le territoire national.

****

Gestionnaires:

- **ministère en chargé de l'aviation civile**
- **ministère en charge de la défense**

Il - PROCEDURE D'INSTITUTION

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation ainsi que la liste des pièces qui doivent être annexées à la demande d'autorisation.

Ill - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - CHAMP D'APPLICATION

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;

b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol oude l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques.

Ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- 80 mètres, en dehors des agglomérations ;

  130 mètres, dans les agglomérations ;

  50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

  - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
  - les zones montagneuses ;
  - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

B- DEMANDE D'AUTORISATION

Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article R.244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés instituent des procédures spéciales, devront être adressées à la direction départementale des territoires du département dans lequel les installations sont situées. Un récépissé sera délivré.

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Lors d'une demande, l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959, constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1 du code de l'aviation civile.

C - INDEMNISATION

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur.

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat (PT2)

Les servitudes de catégorie PT2 concernent les servitudes de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles
Elles sont instituées en application des articles L. 54 à L.56-1 du code des postes et des communications électroniques afin de protéger les centres radioélectriques contre les obstacles physiques susceptibles de gêner la propagation des ondes.

Il convient de distinguer deux régimes :

- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique (articles L.54 à L.56 du code des postes et des communications électroniques);
- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés (article L.56-1 du code des postes et des communications électroniques). Cependant, en l'absence de décret d'application de l’article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

Un plan d'établissement des servitudes approuvé par décret fixe les zones qui sont soumises à servitudes.
Quatre types de zone peuvent être créées :

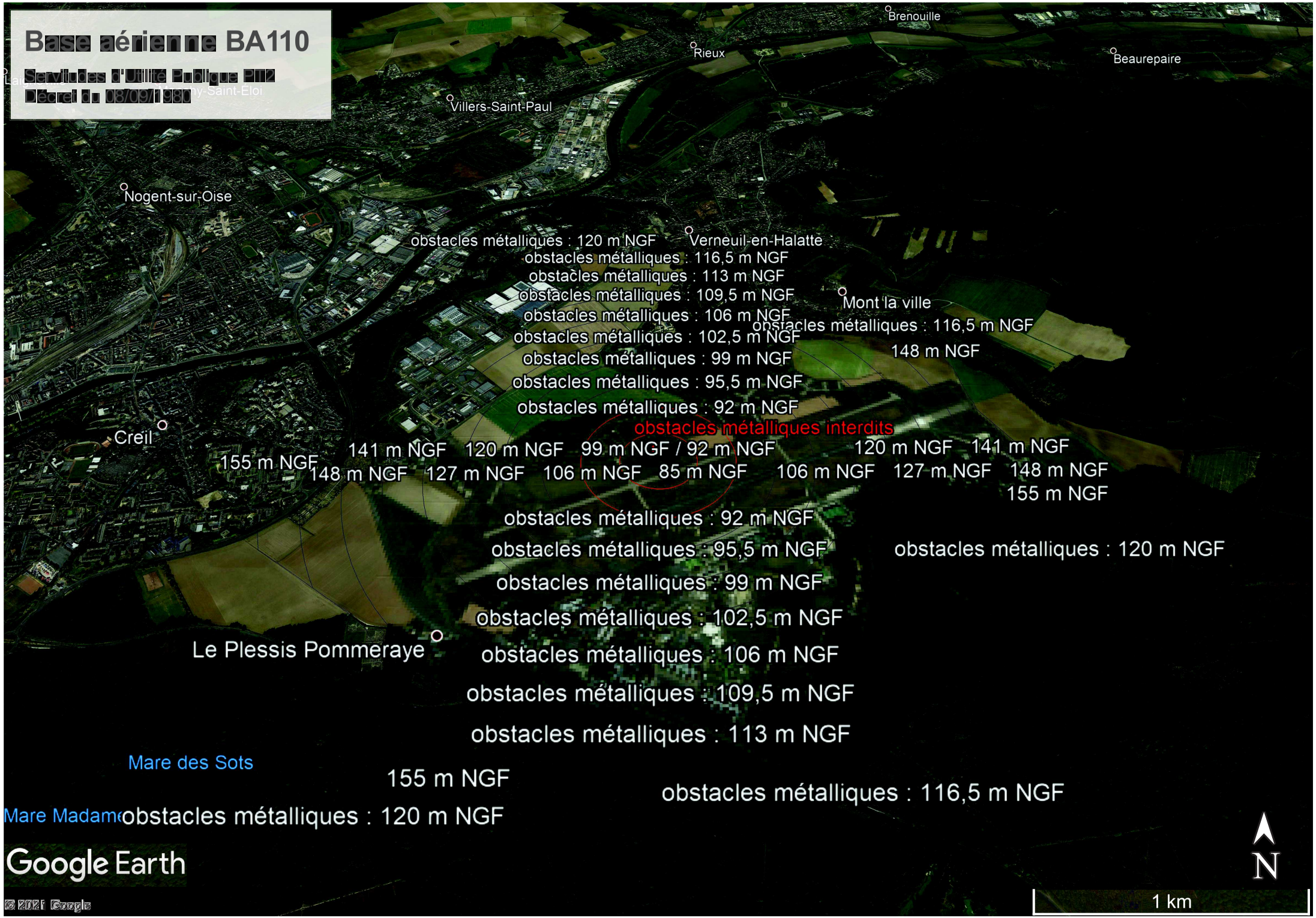
- des zones primaires de dégagement et/ou zones secondaires de dégagement autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques utilisant des aériens directifs, ainsi qu'autour des laboratoires et centres de recherches radioélectriques;
- des zones spéciales de dégagement entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 mégahertz (c'est-à-dire de longueur d'onde inférieure à 10 mètres);
- des secteurs de dégagement autour des stations de radiorepérage ou de radionavigation d'émission ou de réception.

La servitude a pour conséquence :

- l'obligation, dans toutes ces zones, pour les propriétaires de procéder si nécessaire à la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du code civil. A défaut d'accord amiable, l'administration pourra procéder à l'expropriation de ces immeubles;
- l'interdiction, dans toutes ces zones, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes fixées par le décret de servitudes sans autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre;
- l'interdiction, dans la zone primaire de dégagement :
- d'une station de sécurité aéronautique ou d'un centre radiogoniométrique, de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquides de toute nature pouvant perturber le fonctionnement de cette installation ou de cette station;

- d'une station de sécurité aéronautique, de créer ou de conserver des excavations artificielles pouvant perturber le fonctionnement de cette station.
- l'interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles situés au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission et de réception, sans cependant que la limitation de hauteur imposée à une construction puisse être inférieure à 25 mètres.

Servitude PT2 protégeant les installations de l'aviation civile (DGAC) : *En cas de doute quant à l'application des limitations au droit d'utiliser le sol notamment dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation de construire, il convient de consulter le guichet unique de la DGAC (Courriel:* snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr*, DGAC/SNIA NORD-Guichet unique urbanisme/UGD-82 rue des Pyrénées-75 970 PARIS CEDEX 20), dès qu'un projet de construction, installation se situe sous une de ces servitudes.*


Base aérienne BA110
Servitudes d'Utilité Publique PM2
Décret du 08/09/1980
Brenouille
Rieux
Beaurepaire
Villers-Saint-Paul
Nogent-sur-Oise
Verneuil-en-Halatte
Mont la ville
obstacles métalliques : 120 m NGF
obstacles métalliques : 116,5 m NGF
obstacles métalliques : 113 m NGF
obstacles métalliques : 109,5 m NGF
obstacles métalliques : 106 m NGF
obstacles métalliques : 102,5 m NGF
obstacles métalliques : 99 m NGF
obstacles métalliques : 95,5 m NGF
obstacles métalliques : 92 m NGF
obstacles métalliques : 116,5 m NGF
148 m NGF
obstacles métalliques interdits
Creil
155 m NGF
141 m NGF
120 m NGF
99 m NGF / 92 m NGF
120 m NGF
141 m NGF
148 m NGF
127 m NGF
106 m NGF
85 m NGF
106 m NGF
127 m NGF
148 m NGF
155 m NGF
obstacles métalliques : 92 m NGF
obstacles métalliques : 95,5 m NGF
obstacles métalliques : 120 m NGF
obstacles métalliques : 99 m NGF
obstacles métalliques : 102,5 m NGF
Le Plessis Pommeraye
obstacles métalliques : 106 m NGF
obstacles métalliques : 109,5 m NGF
obstacles métalliques : 113 m NGF
Mare des Sots
155 m NGF
obstacles métalliques : 116,5 m NGF
Mare Madame
obstacles métalliques : 120 m NGF
Google Earth
© 2021 Google
N
1 km